



Panorama des secteurs bancaires, des assurances et des marchés des capitaux en Amérique centrale (CA-4)¹

© DG Trésor

Décembre 2018

Sommaire

INTRODUCTION	2
I. PRESENTATION GENERALE DES SECTEURS BANCAIRES, DES ASSURANCES ET DES MARCHES DES CAPITAUX DANS LA REGION (CA-4)	2
a. Le secteur bancaire régional : une grande couverture régionale malgré une faible bancarisation	2
b. Le secteur des assurances régional: les marges de développement constituent de grandes opportunités	4
c. Le marché des capitaux régional encore marginal, mais une volonté d'intégration et de développement progressif	6
d. La régulation des secteurs bancaires et des assurances : assurée par des instances sérieuses et plus ou moins indépendantes	7
II. CARACTERISTIQUES DES SECTEURS BANCAIRES ET DES ASSURANCES DE LA REGION CA-4	8
a. Des capitaux nationaux et centraméricains prépondérants : tendance à la régionalisation de ces secteurs.....	8
b. Volume d'affaires et rentabilité : un secteur bancaire solide et résilient, principalement alimenté par les dépôts des particuliers	9
c. Le secteur bancaire régional doit renforcer son rôle de financeur de l'économie, notamment pour l'industrie et l'agriculture : développement progressif en parallèle des coopératives et du microcrédit.....	10
III. PRESENTATION PAR PAYS DE LA REGION (CA-4)	13
a. Guatemala.....	13
b. Honduras	15
c. Salvador.....	17
d. Nicaragua (avant la crise d'avril 2018)	19
IV. PERSPECTIVES POUR LES ANNEES A VENIR DES SECTEURS BANCAIRES, DES ASSURANCES ET MARCHES DES CAPITAUX DE LA REGION CA-4	23

¹ L'étude sera effectuée sur les pays de la zone CA-4 (Guatemala, Salvador, Honduras et Nicaragua) suivis par le SE de Guatemala.



INTRODUCTION

Cette note non-exhaustive a pour but de présenter dans les grandes lignes les secteurs bancaires, des assurances (et marchés des capitaux) de la région (CA-4). Ces secteurs ne sont pas totalement homogènes bien qu'ils soient concentrés, plutôt solides et correctement surveillés par des entités régulatrices. Ils sont principalement composés par des groupes locaux, et plus récemment par des groupes centraméricains, la plupart étant entre les mains des grandes familles, à la tête de l'élite économique centraméricaine, mais aussi par quelques grandes banques de pays latino-américains (colombiennes et mexicaine notamment) ainsi qu'une canadienne (Scotiabank). Chacun de ces secteurs présente des spécificités propres, en lien avec la singularité de chaque économie.

I. PRESENTATION GENERALE DES SECTEURS BANCAIRES, DES ASSURANCES ET DES MARCHES DES CAPITAUX DANS LA REGION (CA-4)

a. Le secteur bancaire régional : une grande couverture régionale malgré une faible bancarisation

L'activité financière globale régionale est composée principalement d'établissements bancaires, dont les actifs représentent depuis 2007 au moins **94%² de tous les actifs financiers de la zone**. Le secteur bancaire régional rassemble 54 banques, dont 27 sont à capitaux régionaux et étrangers. Le Guatemala est le pays de la région avec le plus grand nombre de banques (18). Le total des actifs des pays de la région s'est élevé au premier semestre 2018 à 85,1 Mds USD. En un an, les actifs de la région ont ainsi augmenté de 4,2 Mds USD, soit une croissance annuelle de 5,2%. **La croissance des actifs du système bancaire guatémaltèque a été la plus importante avec une augmentation de 5,3%**, passant de juin 2017 à juin 2018 de 39,5 Mds USD à 41,6 Mds USD (**46% des actifs totaux de la région**). Suite à la vente de la banque Procredit³, de nouvelles banques sont apparues cette année dans le paysage bancaire régional : **Banco Atlántida au Salvador et Avanz au Nicaragua**.

En Amérique centrale, la couverture bancaire régionale est relativement élevée mais la pénétration (taux de bancarisation) reste encore faible. En effet, selon le Global Findex 2017 de la Banque Mondiale qui mesure les avancées en matière d'inclusion financière, **le taux de bancarisation dans la région est de 37%**. Au Salvador et Nicaragua, la proportion d'adultes possédant un compte bancaire est de 30% tandis qu'au Guatemala et au Honduras, celle-ci s'élève à 45%. Cependant, ces chiffres ne reflètent pas les déséquilibres qui existent entre les populations plus aisées et les plus défavorisées. Cette faible pénétration en Amérique centrale s'explique principalement par le fait que **les populations indigènes, prépondérantes dans la région (exemple : plus de 70% de la population guatémaltèque), sont traditionnellement méfiantes à l'égard des institutions bancaires**. La croissance progressive des flux de transferts de migrants, dont la majorité passe par le système financier (bancaire notamment), a permis un début de consolidation de l'inclusion financière en Amérique centrale. Le Guatemala et le Salvador sont les principaux récepteurs de transferts de migrants dans la région (respectivement 32% et 19% du total).

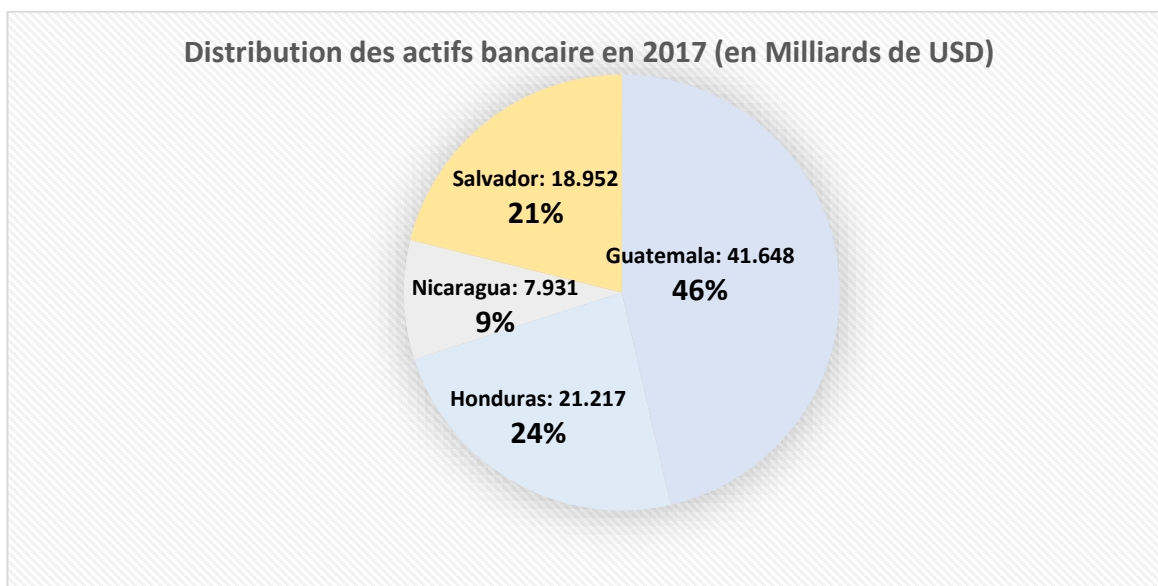
Les réformes des années 2000 (loi contre blanchiment d'argent, loi de possession, loi de la Banque centrale, loi multibancaire) ont engendré une forte prolifération de nouvelles banques. Toutefois, le secteur bancaire s'est depuis davantage concentré et est entré dans un processus de consolidation. Le système bancaire régional a fortement évolué à partir de 2000.

² 5^{ème} rapport du Conseil Monétaire Centraméricain (SECMCA) sur les systèmes bancaires en Amérique centrale, 2015.

³ Procredit, installé depuis 1999 au Nicaragua, était jusqu'en 2017 la seule banque européenne (Allemagne) dans la région, avant d'être rachetée au Nicaragua par le groupe Pellas et au Salvador par le groupe hondurien Atlántida.



Au Guatemala par exemple, la loi de Libre Négociation de Devises (décembre 2000) a permis la libre possession, la conclusion de contrats, les transferts, achats ou ventes de devises étrangères aux institutions financières du pays, exposant ainsi le secteur bancaire régional à des risques de change.



Sources : Superintendances des différents pays

Tous les pays de la région avaient connu en 2017 un ralentissement du rythme de la croissance des actifs de leurs systèmes bancaires en comparaison avec 2016, notamment au Honduras.

La part des banques étrangères dans chacun des pays est hétérogène ; au Salvador et au Honduras, celle-ci est plus élevée, représentant **90,2%** et **43,4%**⁴ des actifs bancaires totaux, respectivement. Au Guatemala et Nicaragua, la part des actifs des banques étrangères est modérée, avec **13,9%** et **29,6%** des actifs totaux, dans l'ordre. Du fait de fusions et acquisitions qui ont eu lieu ces dernières années dans la région, l'activité bancaire est désormais concentrée dans quelques banques. **En 2017, la part des actifs des 5 plus grandes banques du total des actifs de chaque pays de la région se situait entre 74,6% et 92,3%.**

La proportion d'actifs en dollars américains des pays de la région est en diminution depuis 2016, ce qui traduit une plus grande préférence pour les transactions libellées en monnaies nationales (hors Salvador qui a adopté en 2001 le dollar américain comme monnaie nationale). Le Nicaragua reste après le Salvador le pays le plus dollarisé avec **91,5%** des actifs du système bancaire en dollar malgré une légère baisse, tandis que le Honduras connaît la plus forte diminution pour atteindre en fin 2017 un taux de **28,6%**, équivalent à celui constaté au Guatemala. Le FMI⁵ a déjà prévenu le Nicaragua à plusieurs reprises quant à un risque de change élevé dans un contexte de hausse du taux d'intérêt du dollar.

⁴ Rapport du Système bancaire d'Amérique centrale, République Dominicaine et Panama 2017, Conseil Monétaire Centraméricain, juin 2018.

⁵ Rapport conclusif de la mission d'avril 2017 du Fond Monétaire International dans le cadre de la consultation de 2017 au titre de l'article IV.



Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor

CLASSEMENT REGIONAL DES BANQUES EN TERMES D'ACTIFS (EN MUSD EN JUIN 2018)

Rang	Banque	Pays	Actifs totaux	Variation des actifs (depuis juin 2017)
1	Banco Industrial	GT	11 793	7,64%
2	Banrural	GT	8 381	2,78%
3	G&T Continental	GT	6 870	-1,25%
4	Agrícola (Bancolombia)	SV	4 460	2,13%
5	Ficohsa	HN	3 434	8,51%
6	Agromercantil	GT	3 424	7,15%
7	Atlántida	HN	3 362	3,40%
8	BAC Reformador (Aval)	GT	3 214	13,31%
9	Bantrab	GT	3 178	18,13%
10	Davivienda (Col.)	SV	2 553	6,01%
11	De Occidente	HN	2 507	3,22%
12	BAC Honduras (Aval)	HN	2 461	5,25%
13	BAC El Salvador (Aval)	SV	2 378	7,52%
14	Banpro	NI	2 268	1,35%
15	Del País	HN	2 136	10,85%
16	Scotiabank (Canada)	SV	2 001	-0,21%
17	Bancentro Lafise	NI	1 918	0,74%
18	BAC (Aval)	NI	1 827	4,76%
19	Promérica (Col.)	GT	1 757	-1,85%
20	Banco Cuscatlan	SV	1 506	6,13%
21	Promerica	SV	1 154	6,93%
22	Internacional	GT	1 069	4,12%
23	Davivienda (Col.)	HN	1 063	-0,11%
24	Hipotecario	SV	1 024	8,8%
25	Banrural	HN	823	20,23%
45	Banco Azteca (Mex.)	HN	201	-3,3%
49	Banco Azteca (Mex.)	GT	190	-2,5%

Source : Superintendance des Banques de chaque pays. * Données de décembre 2017.

En grisé, les banques à capitaux étrangers.

INDICATEURS DU SYSTEME BANCAIRE PAR PAYS EN 2017

Pays	Nombre de banques	Nombre de banques étrangères	Actifs des banques étrangères sur actifs totaux (%)	Part des actifs des 5 plus grandes banques sur les actifs totaux (%)
Guatemala	18	5	13,9	81,3
Nicaragua	8	2	29,6	92,3
El Salvador	14	11	90,2	74,6
Honduras	15	9	43,4	75,9

Source : Banques centrales et Superintendances de la région

b. Le secteur des assurances régional: les marges de développement constituent de grandes opportunités

Le secteur des assurances en Amérique centrale est composé de 49 groupes d'assurances, avec un marché plus important au Guatemala et au Salvador en termes d'entités (17 et 16 respectivement) contrairement au Nicaragua où l'on retrouve une plus forte concentration avec seulement 5 assureurs. **Il convient de souligner que le secteur des assurances est fortement lié à celui des banques en Amérique centrale.** En effet, de nombreuses banques détiennent leur propre groupe d'assurance. C'est le cas par exemple de la **banque guatémaltèque G&T dont la filiale Seguros G&T arrive en tête du classement régional des assurances**, mais aussi des groupes honduriens Ficohsa et Atlántida, de Davivienda (Colombie) et Lafise



Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor

(Nicaragua) qui sont tous présents dans plusieurs pays de la région. L'espagnol MAPFRE et le panaméen ASSA sont également présent dans les pays CA-4.

En juin 2018, le secteur des assurances a émis un total de primes nettes⁶ de 1,137 Md USD, en légère hausse de 0,9% par rapport à juin 2017. Selon Fitch Ratings, **le secteur des assurances en Amérique centrale présente de bons indicateurs**. En effet, les assurances centroaméricaines ont de bons niveaux de rentabilité et des indicateurs de liquidité et d'exploitation élevés dans tous les pays, ce qui se reflète dans des bilans solides.

Ces bons résultats devraient se maintenir à l'échelle régionale. Suite à la bonne dynamique des souscriptions en 2017, la croissance des primes nettes devrait se poursuivre dans la région, de manière moins accentuée au Salvador cependant. Fitch considère qu'une meilleure pénétration du marché régional (**1,5% seulement de la population assurée en septembre 2017**), qui est inférieure à celle de pays comme le Chili (5%) ou le Brésil (4%), proviendra de la capacité de la région à accroître ses résultats pour les assurances de personnes et la commercialisation des polices à travers les canaux non traditionnels. **Le faible développement du secteur des assurances dans la région constitue ainsi un marché intéressant et une opportunité pour les groupes étrangers et français.**

CLASSEMENT DES PLUS GRANDES ASSURANCES DE LA REGION (EN TERMES DE PRIMES NETTES EN JUIN 2018)

Rang	Assurance	Pays	Primes nettes en MUSD
1	Seguros G&T	GT	92,4
2	Seguros El Roble	GT	91,8
3	Aseguradora General	GT	59,4
4	Ficohsa	HN	57,4
5	SISA	SV	56,5
6	Asesuisa	SV	55,3
7	Mapfre Seguros	HN	51,4
8	ACSA	SV	37,2
9	Atlántida	HN	36,1
10	Mapfre Seguros (Espagne)	GT	35,9
11	ASSA (Panama)	SV	35,1
12	Mapfre / La Centroamericana (Esp.)	SV	34,2
13	Seguros Universales	GT	32,7
14	Panamerican Life Insurance	GT	31,3
15	América	NI	31,1

Source : Superintendances des pays concernés

Selon les pays, certains secteurs ont plus contribué que d'autres à l'accumulation des primes nettes des groupes d'assurances. Au Honduras, ce sont les assurances-dommages (automobile, habitation, incendies,...) qui sont majoritaires (45%), suivies des assurances-vie (30%) et des assurances maladies et accidents (22%). Au Guatemala, les assurances-dommages arrivent également en tête (47%) mais sont suivies tout d'abord des assurances maladies et accidents (29%) et des assurances-vie (20%). Au Salvador, les assurances-vie et assurances incendies/accidents sont majoritaires (26% et 18% respectivement). Enfin au Nicaragua, les assurances contre les incendies et automobiles sont en tête (25% chacune), avant les assurances-vie (20%) et assurances santé et accidents (10%). A noter que les assurances pour les entreprises ne sont pas prises en compte dans les statistiques des différentes superintendances de pays de la région.

Certaines filières des assurances sont dynamisées par les failles des services publics nationaux. C'est le cas par exemple pour les assurances santé. En effet, les systèmes de sécurité sociale en Amérique centrale sont en général déficients et ne couvrent qu'une faible partie de la population du fait de l'importance de l'économie informelle dans ces pays (60% de la population active occupée d'Amérique centrale appartient au secteur informel selon l'Organisation Internationale du

⁶ Les primes nettes correspondent à la somme totale des primes émises pour ces différents contrats.



Travail). Les travailleurs informels ne sont pas pris en charge par le système de sécurité sociale (un contrat de travail est nécessaire). Au Guatemala, la sécurité sociale (IGSS) ne couvre actuellement qu'un tiers des travailleurs formels, soulignant les dysfonctionnements du système. Ainsi, **un affilié sur cinq⁷ a souscrit à une assurance privée supplémentaire de santé**. Les assurances privées viennent ainsi combler un certain vide qui persiste en matière de protection sociale en Amérique centrale.

c. **Le marché des capitaux régional : encore marginal, mais une volonté d'intégration et de développement progressif**

Les bourses centraméricaines sont de jeunes institutions, (moins de 30 ans pour la majorité d'entre-elles ; la Bourse de Valeurs Guatémaltèque vient de fêter ses 31 ans). Celles-ci ne peuvent pas être considérées comme des marchés de capitaux dans la mesure où elles se concentrent essentiellement depuis leur création à l'émission de titres de dette, publique. Les ministères des Finances et différentes banques centrales sont ainsi les principaux émetteurs de titres sur les marchés boursiers de la région puisqu'aucun acteur de marché privé n'émet d'actions. **Les titres sont majoritairement émis à court et moyen terme, dans un processus de standardisation de la dette publique** (création de séries de titres plus volumineuses pour attirer d'avantage d'investisseurs). Ce processus n'est pas encore totalement achevé et ne permet donc pas l'émission de titres à plus longue échéance. Les volumes négociés hebdomadairement sont relativement faibles dans la région. **Le Guatemala détient le plus grand volume avec 2,1 Mds USD de titres négociés en moyenne en 2017, contre 70 MUSD au Salvador, 171 MUSD au Honduras et 4,7 MUSD au Nicaragua.**

Afin de développer le marché boursier, la bourse guatémaltèque a initié en 2016 un processus de « démocratisation » de la dette publique afin d'attirer de plus petits investisseurs. L'élargissement de la base d'investisseurs est un processus qui devrait se poursuivre pendant plusieurs années et se traduira par de meilleures conditions pour le développement du marché secondaire de la dette publique nationale. En outre, **il est prévu de mettre en œuvre d'importantes innovations technologiques et fonctionnalités qui faciliteront l'accès et l'utilisation des outils boursiers.** Une application mobile est en cours de préparation pour que le public puisse investir directement dans des titres de la dette publique à travers un téléphone portable.

Les principaux acteurs privés sur les marchés boursiers centraméricains sont des banques qui émettent des titres de dette. Celle-ci doit faire l'objet d'une dématérialisation dans un futur proche, action qui doit être autorisée par les organes nationaux de régulation financière. Cela constituerait une nouvelle étape importante sur les marchés boursiers de la région qui permettrait aux banques de se financer non seulement par des dépôts à vue à et terme (un an), mais aussi par les marchés boursiers.

Une initiative d'intégration régionale des différents marchés boursiers a été lancée en 1994 au Panama avec la création de l'Association des Bourses Centraméricaines et de la Caraïbe (BOLCEN). Elle incorpore les bourses des pays d'Amérique centrale ainsi que celles du Panama et de la République Dominicaine. En 2018, la bourse équatorienne a rejoint la BOLCEN. Cette dernière a pour objectif de promouvoir le marché boursier régional des pays membres, **en renforçant les liens transnationaux pour arriver à un marché plus intégré et ainsi, offrir aux émetteurs et investisseurs un accès plus simple et fluide aux marchés de la région.** L'association tente de prendre l'exemple du marché intégré entre les bourses de valeurs du Salvador et du Panama qui est un vrai succès. Les bourses du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua pourraient à terme rejoindre cette intégration.

⁷ PRADO Julio César, Cobertura de la seguridad social, , Asociación de Investigación y Estudios Sociales, Guatemala, Diciembre 2016

**Le marché intégré des bourses Panama – Salvador**

En mai 2017, a eu lieu la première transaction symbolique qui marque l'intégration des marchés boursiers du Panama et du Salvador avec l'acquisition par ce dernier de 175 000 USD en bons du trésor panaméens. La réforme de la loi du marché des capitaux du Salvador a permis au pays de signer en 2015 un premier accord d'intégration entre les deux bourses mais également entre les chambres de compensation et les entités régulatrices des deux marchés. De mai 2017 à juillet 2018, le marché intégré a ainsi négocié plus de 67 MUSD. Le succès de ce marché intégré souligne l'intérêt que de nombreux acteurs financiers ont dans la concrétisation d'une bourse de valeurs centraméricaine.

d. La régulation des secteurs bancaires et des assurances : assurée par des instances sérieuses et plus ou moins indépendantes

La régulation des systèmes bancaires de la région CA-4 relève d'autorités compétentes qui jouissent d'une bonne réputation et d'une confiance quant à leur travail en matière de supervision financière. En fonction des pays, celles-ci sont plus ou moins indépendantes de la Banque centrale, mais disposent toutes néanmoins d'une autonomie opérationnelle. Avec l'émergence des nouvelles technologies, une technification des instances de régulation s'est développée peu à peu, leur permettant de mettre en place une supervision très étroite. Ainsi, quotidiennement, les instances de régulation sont en mesure de faire un récapitulatif de la situation financière de chaque entité financière qu'elles supervisent.

Les instances de régulation du secteur financier sont engagées dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Au Guatemala, l'Intendance de Vérification Spéciale, organe de la Superintendance des Banques, a reçu en 2018 plus de 3000 signalements de transactions suspectes pour un montant estimé de 165 MUSD et 763 personnes impliquées. Le Honduras a adopté les systèmes de prévention des pays membres du Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI), organisme intergouvernemental qui élabore des normes et promeut la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et les autres menaces liées pour l'intégrité du système financier international. Au Nicaragua, une loi contre le blanchiment d'argent a été votée en octobre 2018 et la commission nationale chargée de l'application de celle-ci devrait voir le jour en 2019. Enfin au Salvador, une nouvelle loi permettra d'établir plus de contrôles sur les opérations bancaires suspectes dans le maniement d'argent liquide. Les sanctions devraient être plus sévères en cas de fraude.

Les instances de régulation financière de la région sont également chargées de veiller à ce que le système bancaire régional réponde aux exigences des normes internationales imposées par le Comité de Bâle. De nouvelles exigences ont été émises par Bâle III, suite à la crise financière internationale de 2008 qui soulignent la nécessité d'améliorer la gestion de la liquidité des institutions financières. **De manière générale, les entités régulatrices s'efforcent de prioriser le diagnostic et l'identification des lacunes par rapport aux nouvelles exigences du Comité de Bâle afin d'établir un plan d'action pour s'y conformer au plus vite. Dans les pays de la région, des réformes liées à Bâle I et II sont encore attendues. Au Guatemala, le Ministère de l'Economie a présenté en novembre 2016, l'initiative 5157 qui propose des modifications de la Loi des Banques et Groupes Financiers afin qu'elle réponde aux exigences de Bâle III.** En 2017, la Commission du Congrès chargée des questions économiques a émis un avis favorable à cette initiative, toujours en attente d'approbation par le Congrès au complet. Au Honduras, l'instance de régulation financière a accepté en juillet 2018 les nouvelles normes en matière de gestion du risque de liquidité.

Le récent processus de régionalisation que l'on constate notamment dans le secteur bancaire implique la nécessaire mise en place d'une coopération régionale en matière de régulation et de supervision financière. Cependant, cette intégration financière régionale est freinée par les différences normatives régionales qui prévalent dans chaque pays. Dans cette optique, **l'implication du Conseil Centraméricain des Superintendants des Banques, des Assurances et des Autres Institutions Financières (CCSBSO) est intéressante.** Fondé en 1976, il réunit les Superintendants des systèmes financiers de chaque pays de la région afin de consolider l'application de meilleures règles de supervision. **En 2016, un accord multilatéral a été signé entre superintendances afin de consolider l'échange d'information et la coopération entre elles.** L'accord demande notamment aux pays un effort de convergence des différents systèmes pour *in fine*, respecter les standards internationaux des Principes Basiques de Supervision du Comité de Bâle.



II. CARACTERISTIQUES DES SECTEURS BANCAIRES ET DES ASSURANCES DE LA REGION CA-4

a. Des capitaux nationaux et centraméricains prépondérants : tendance à la régionalisation de ces secteurs

Le secteur bancaire centraméricain est dominé par de grands groupes bancaires (nationaux, centraméricains et étrangers, notamment colombiens). Les trois plus grandes banques de la région sont guatémaltèques (Banco Industrial, Banrural et G&T Continental). **Banco Industrial du Guatemala est le groupe de capital local le plus important** avec un total d'actifs de 14,5 Mds USD, fin décembre 2017. Le groupe est présent au Guatemala, au Salvador et au Honduras (dans ce dernier sous le nom de Banpaís).

Les deux principaux groupes bancaires étrangers de la région relèvent de capitaux colombiens. **Le plus important est Banco de América Central (BAC) – banque nicaraguayenne à l'origine qui fait désormais partie du groupe colombien Aval** – avec un total d'actifs fin 2017 de 24,6 Mds USD. BAC est également en première position en termes de patrimoine, bénéfiques, portefeuille de crédits et de dépôts. **C'est la seule banque de capital international présente dans l'ensemble des 4 pays de la zone. Le groupe Bancolombia, présent au Salvador sous le nom de Banco Agrícola, est le second groupe financier colombien de la région.** Il accumule en juin 2018 4.41 Mds USD, 3,2 Mds USD de dépôts, un patrimoine de 529 MUSD et a attribué un total de crédits de 3,06 Mds USD. La **banque canadienne Scotiabank** est présente au Salvador depuis 1997 (16^{ème} plus grande banque de la région). Le **mexicain Banco Azteca (groupe Salinas)** est quant à lui implanté au Guatemala, Honduras et Salvador.

L'apparition de grands groupes colombiens en Amérique centrale est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, ces groupes détiennent dans leur pays d'origine des parts de marchés exceptionnelles. Le groupe AVAL à lui seul détient plus de 40% du secteur bancaire colombien. Les instances de régulation du secteur financier colombien ont décidé de mettre fin à l'expansion nationale de quelques groupes prédominants dans le pays en leur recommandant d'investir à l'étranger. De plus, **suite à la crise financière de 2008, les principaux groupes financiers étrangers (essentiellement américains et britanniques) présents en Amérique centrale (GE Capital⁸, HSBC et Citi Bank) ont quitté la zone**, laissant aux groupes colombiens l'opportunité de s'y implanter. Enfin, **le partage de la langue et la proximité des coutumes entre la Colombie et les pays centraméricains ont facilité l'implantation des banques colombiennes dans la région, plus évidente que pour les grands groupes américains ou européens.**

La croissance des banques régionales tient à une dynamique qui se renforce. Ces dernières années, le faible niveau de bancarisation dans certains pays a laissé de la place à l'introduction de nouvelles banques régionales. Le développement du niveau d'intégration commerciale régionale a stimulé les groupes financiers. **Ceux-ci n'ont toutefois pas les mêmes objectifs quant à leur expansion régionale.** Certains groupes sont déjà bien ancrés à l'échelle régionale et tentent désormais de consolider et renforcer leur rentabilité. D'autres ont initié un processus d'expansion, comme le montrent les récentes fusions-acquisitions effectuées par des groupes financiers d'origine hondurienne (Ficohsa, Atlántida et Terra). **Le groupe avec la plus grande expansion actuelle est Promérica (Nicaragua)**, présent dans les 4 pays de la zone. Au Guatemala, Promérica a acquis les actifs de l'américain Citi Bank.

Le groupe hondurien Ficohsa a acheté en 2017 l'assurance Seguros Alianza au Guatemala. De plus, il a fait **l'acquisition des opérations de Citibank et Citi Tarjetas au Honduras et au Nicaragua.** Ficohsa est présent au Honduras, au Guatemala et au Nicaragua. Le groupe financier Atlántida a quant à lui acquis 99% des actions de **la banque ProCredit au Salvador** pour redémarrer ses opérations en novembre 2017 sous le nom de Banco Atlántida. Enfin, le groupe Terra a investi dans le secteur

⁸ General Electric disposait en 2008 plus de 60 banques en dehors des Etats-Unis grâce à sa filiale financière (GE Capital), destinée notamment aux secteurs de l'énergie et de l'aviation commerciale.



financier en 2016 en achetant les actions de Citibank et Citi Tarjetas au Salvador que l'on retrouve aujourd'hui sous le nom de Banco Cuscatlán. Terra a également acquis au Salvador le groupe d'assurance SISA.

PRESENCE DES GRANDES BANQUES REGIONALES ET ETRANGERES

Capital international					
Banque régionale	Origine du capital	Guatemala	Salvador	Honduras	Nicaragua
Aval (BAC)	Colombie	✓	✓	✓	✓
Bolívar (Davivienda)	Colombie		✓	✓	
Bancolombia ⁹	Colombie		✓		
Scotiabank	Canada		✓		
Banco Azteca	Mexique	✓	✓	✓	
Capital régional					
Banque régionale	Origine du capital	Guatemala	Salvador	Honduras	Nicaragua
Promérica ¹⁰	Nicaragua	✓	✓	✓	✓
Lafise	Nicaragua			✓	✓
Banco Industrial ¹¹	Guatemala	✓	✓	✓	
G&T Continental	Guatemala	✓	✓		
BDR	Guatemala	✓		✓	
Ficohsa ¹²	Honduras	✓	✓	✓	✓
Atlántida ¹³	Honduras	✓	✓	✓	

Source : Conseil Monétaire Centraméricain

b. Volume d'affaires et rentabilité : un secteur bancaire solide et résilient, principalement alimenté par les dépôts des particuliers

De manière générale, le secteur bancaire centraméricain dispose de niveaux de capitaux et de liquidités satisfaisants. Les banques de la région présentent une bonne solidité patrimoniale : depuis 2010, le ratio fonds propres sur actifs pondérés du risque s'est toujours établi en moyenne au-dessus de 15% (les régulateurs nationaux exigent que ce ratio soit supérieur à 10%¹⁴). Le secteur bancaire salvadorien dispose de la meilleure solidité patrimoniale de la région avec un ratio de fonds propres sur actifs pondérés du risque de 17,8%¹⁵. Par ailleurs, la liquidité du secteur bancaire régional est élevée : le ratio des disponibilités et des investissements de court terme sur le total des actifs est de 29% à l'exception du Salvador (24,2%).

Le financement des banques est majoritairement constitué de dépôts de clients privés (particuliers et entreprises) : + de 70% du financement total des banques. Cela avait déjà assuré la résilience des systèmes bancaires de la région lors de la crise financière mondiale de 2008, l'ensemble du secteur étant par tradition peu exposé à l'international.

⁹ Opère au Salvador sous le nom de Banco Agrícola. Au Guatemala, elle détient 40% des parts du groupe Agromercantil.

¹⁰ Au Guatemala, elle acquiert en 2016 le portefeuille de Citibank.

¹¹ Opère au Honduras sous le nom de Banpaís.

¹² Au Salvador, elle acquiert en 2016 le portefeuille de Citibank.

¹³ Anciennement Banco ProCredit au Salvador.

¹⁴ 12% pour le Salvador; devrait s'étendre à 12% dans l'ensemble de la région d'ici 2020-2021. Les normes de « Bâle III » prévoient un seuil de 8% avec une augmentation progressive jusqu'à 10.5% en 2019.

¹⁵ D'après le rapport mensuel d'août 2018 du Conseil Monétaire Centraméricain.



Les banques de la région présentent globalement de bons résultats d'exploitation. En effet, les principaux indicateurs de rentabilité sont supérieurs à la moyenne de l'ensemble des pays de CAPARD¹⁶. Ainsi, la rentabilité des capitaux propres (ROE) est en moyenne de 16,8%, le Nicaragua arrivant en tête avec un ROE de 22,5% (en diminution de 6 points par rapport à 2017). Le Salvador détient les résultats les plus faibles de la région avec une rentabilité des capitaux propres de 11,4%. La rentabilité des actifs quant à elle se situe entre 1,4% (Salvador) et 2,8% (Nicaragua). Le Nicaragua présentait ainsi, avant que les effets de la crise politique actuelle ne soient trop prononcés, les meilleurs résultats en termes de rentabilité.

Par ailleurs, l'attention apportée par les opérateurs bancaires à la qualité des portefeuilles de crédits souligne une maîtrise du risque de défaut dans la région. Le taux de créances douteuses moyen régional gravite autour des 2% des crédits totaux et ne dépassent pas la limite maximale de 4%. Les banques se concentrent en effet majoritairement sur des opérations peu risquées, ce qui peut expliquer leur frilosité en matière d'attribution de prêts, en particulier en direction des TPE et PME.

c. Le secteur bancaire régional doit renforcer son rôle de financeur de l'économie, notamment pour l'industrie et l'agriculture : développement progressif en parallèle des coopératives et du microcrédit

Le système bancaire régional ne finance pas suffisamment tous les secteurs de l'économie selon les experts : malgré une demande croissante de prêts de la part des ménages et du secteur privé, le ratio des crédits bancaires sur le PIB est relativement faible: une moyenne régionale de 57% (40%¹⁷ au Guatemala et 51% au Nicaragua contre 111% au Brésil par exemple).

De manière générale, les crédits bancaires se dirigent en premier lieu vers la consommation des ménages. C'est d'autant plus le cas au Guatemala et au Salvador où les crédits à la consommation atteignent presque les 35% des crédits totaux accordés. Les crédits immobiliers détiennent également une place importante, notamment au Honduras et au Salvador où ils constituent plus de 20% des crédits totaux. En moyenne, les crédits au secteur du commerce et des services se maintiennent autour de 15%¹⁸ (dans une moindre mesure au Salvador comme le montre le tableau ci-après). L'industrie concentre en moyenne 10% des crédits accordés dans la région CA-4 (10% au Guatemala et Honduras, 12% au Salvador et Nicaragua). Enfin, le secteur agroindustriel de la région reçoit moins de 10% des crédits bancaires (3% au Salvador, 5% au Guatemala, 7% au Honduras et Nicaragua).

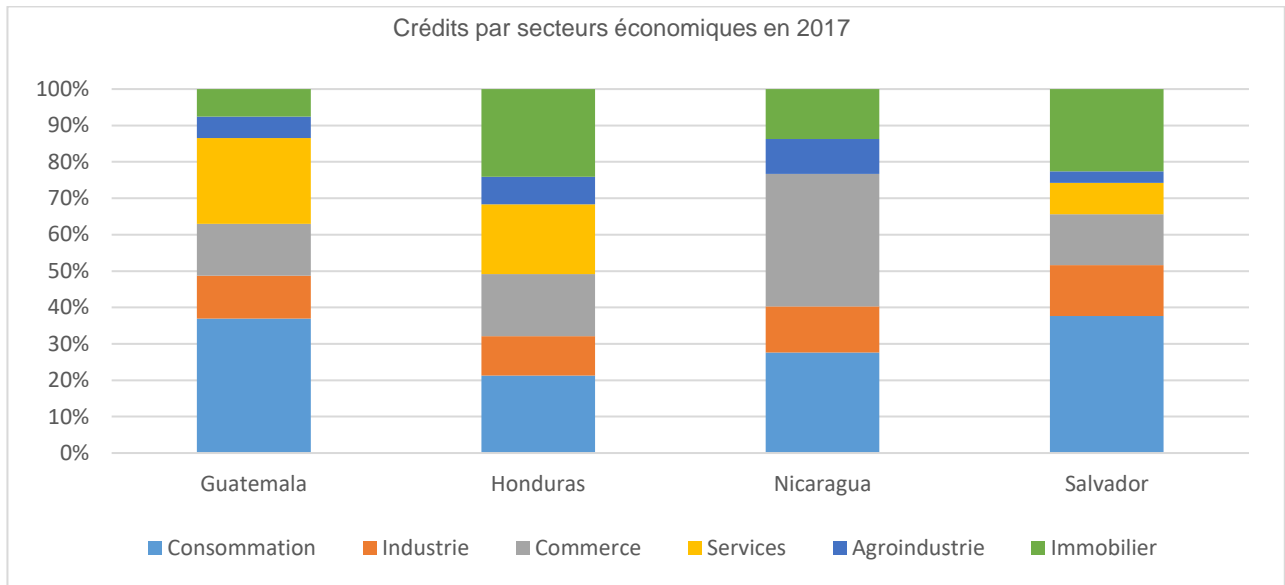
¹⁶ Fait ici référence au pays de CAPARD: Amérique centrale, République Dominicaine et Panama.

¹⁷ Données de la Banque Mondiale.

¹⁸ Selon les données de la SIBOIG (régulateur financier nicaraguayen) et du Conseil Monétaire Centraméricain, les banques du Nicaragua n'accordent pas de crédits au secteur des services. Ces crédits sont compris dans les crédits accordés au secteur du commerce, ce qui explique l'importance de ce secteur par rapport aux autres pays de la région.

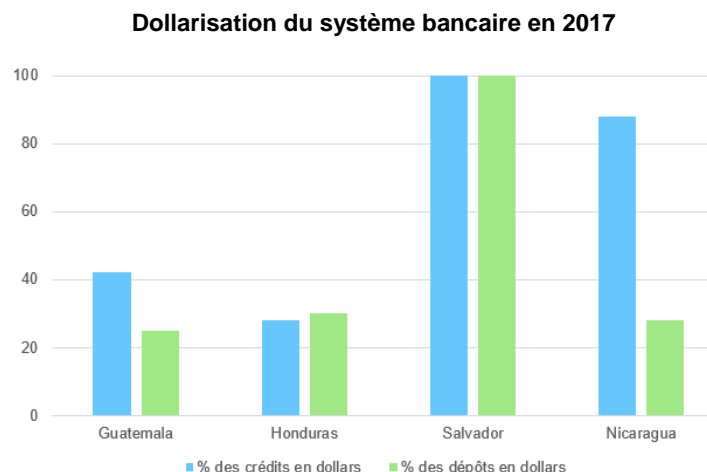


Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor



Source : Superintendance des Banques de chaque pays.

On constate donc que le secteur bancaire régional, en moyenne, ne finance que trop peu le secteur agricole proprement dit, pourtant prédominant dans l'économie régionale. Les 2 ratios actifs/PIB les plus importants (cf Annexe « Financement de l'économie en Amérique centrale ») sont aux Honduras et au Salvador (108% et 84% respectivement). S'agissant du ratio crédits/ PIB, il s'agit également de ces deux pays (85% au Salvador et 57% au Honduras). Les secteurs bancaires du Honduras et du Salvador sont ceux de la région CA-4 qui participeraient le plus au financement de l'économie, toutes proportions gardées.



Source : Surintendances des différents pays

Cette réticence des secteurs bancaires traditionnels de la région à accorder des financements aux petites et moyennes entreprises (plus particulièrement dans le secteur agricole) relève d'un comportement conservateur en matière de politique de crédits. Les banques ont tendance à financer les plus grandes entreprises dans des projets qui ne



présentent que peu de risques aux dépens de micros, petites et moyennes entreprises. Ainsi, au Guatemala par exemple, plus de 50%¹⁹ des crédits accordés se dirigent vers les grandes entreprises contre seulement 9% à destination des petites et moyennes entreprises, expliquant les mauvais résultats attribués par Doing Business aux pays de la région (avec la 73^{ème} position sur 190 pays, le Salvador est le pays centroaméricain le mieux classé).

D'autres solutions de financement des acteurs économiques existent mais elles ne se substituent que partiellement à cette frilosité du système bancaire traditionnel. **Les coopératives ont un rôle prédominant dans le financement de l'économie.** Elle dispose **d'une plus grande confiance auprès des populations rurales et indigènes, ce qui leur permet de se positionner ces dernières années en tant qu'alternative attractive pour le public comme option d'intermédiaire financier.** Au Honduras, plus d'un million de personnes font partie du système coopérativiste. **Elga est la plus importante coopérative du pays.** C'est le Conseil National Supérieur des Coopératives qui les supervise. Au Guatemala, elles sont actuellement supervisées au Guatemala par l'INACOP et l'Inspection Générale des Coopératives (INGECOP). Pour que la Superintendance des Banques les supervise, une réforme de loi serait nécessaire. COMIGSS R.L. et Confecoop sont deux coopératives qui opèrent dans le pays. Au Salvador et au Nicaragua, le secteur coopérativiste est également un support important pour l'économie nationale, notamment dans les domaines de l'agriculture.

Le développement du microcrédit constitue également une source de financement croissante de l'économie depuis les années 60. Les TPE et PME, qui sont majoritaires dans le tissu entrepreneurial, s'intéressent de plus en plus à ce type de financement. Les institutions de microcrédits réussissent à s'implanter dans les zones de la région les plus reculées, là où les banques traditionnelles y sont plutôt absentes. Les réseaux de microcrédits jouent également un rôle inattendu de facilitateurs d'accès à la santé des habitants les plus isolés. Ils se transforment en bouées de sauvetage pour les populations pour qui la langue, la distance et la culture sont une contrainte majeure pour aller chez le médecin. **Le Honduras est le pays avec le plus d'institutions de microcrédits²⁰ (26).** Celles-ci traitent les demandes de plus de 250 000 clients dont plus de la moitié sont des femmes. L'opérateur ODEF Financiera octroie 17,3% des microcrédits totaux du pays. Au Guatemala, il existe 16 principales institutions spécialisées dans le microcrédit **(82,3% des clients sont des femmes et les 129 bureaux et succursales couvrent 72,9% des zones rurales).** Le marché salvadorien comprend 11 institutions de microcrédits. SAC Integral détient à elle seule 38% des microcrédits accordés. **Les micro-assurances sont également une des priorités du plan d'inclusion financière du pays.** L'Association d'Organisations de Microfinances du Salvador (ASOMI) offre des micro-assurances-vie et de santé à des clients aux faibles revenus. Enfin, au Nicaragua, il existe **25 institutions de microfinance qui financent à 42% le secteur du commerce, à 26% l'agriculture et 16% le logement.**

Enfin, s'agissant du financement du développement économique et social (projets d'infrastructures, d'équipements et de coopérations diverses), **les banques multilatérales et régionales, comme la Banque Interaméricaine de Développement (encours de 9.264 Mds USD sur la période 2005-2016), la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (14 Mds USD sur la période 2005-2016) et la Banque Mondiale (4.7 Mds USD sur la même période), sont également très présentes en tant qu'acteurs financiers des Etats** (cf. Panorama des bailleurs de fonds en CA-4 du SE de Guatemala). La BCIE dispose également d'un laboratoire d'innovation appelé Fond Multilatéral d'Investissement (FOMIN) qui finance notamment des petites et moyennes entreprises à impact social et environnemental.

¹⁹ Données de la Superintendance des Banques (SIB).

²⁰ Análisis del sector microfinanciero en Centroamérica, SC Riesgo, Janvier 2018



III. PRESENTATION PAR PAYS DE LA REGION (CA-4)

a. GUATEMALA

- **Le secteur bancaire**

Le Guatemala dispose d'un secteur bancaire comprenant 18 banques, principalement privées aux capitaux nationaux. En juin 2018, elles détenaient au total 41,6 Mds USD d'actifs et 22 Mds USD de crédits (augmentation de 7,6% et 34,4% respectivement par rapport à juin 2017). **Les crédits au Guatemala sont principalement destinés à la consommation** (36,3% des crédits totaux). Le commerce et l'industrie manufacturière en reçoivent respectivement 14% et 12,2%, le secteur immobilier 8,2%.

La stabilité du système bancaire est une force pour le pays. En effet, les banques ont des capitaux en augmentation, un indicateur de liquidité immédiate de 18,8% et peu de créances douteuses (2,4% sur l'ensemble des crédits attribués, 1,1% pour les crédits aux entreprises). La hausse des actifs s'explique principalement par l'augmentation des placements bancaires et du portefeuille de crédits. Ces deux composantes constituent 82,3% du total des actifs des banques.

Les placements des banques guatémaltèques sont en hausse depuis 5 ans (9,7% par an) et sont principalement constitués de titres du gouvernement central (financement de la dette). Cela constitue un soutien à la gestion du risque de liquidité car ils présentent un risque faible et une négociation facile. Avec un ROE de 17,8% et un ROA de 1,7% en 2017, le système bancaire guatémaltèque repose sur une bonne rentabilité.

Le système bancaire guatémaltèque est très concentré. En effet, les 4 plus grandes banques du pays détiennent 69,8% du total des actifs nationaux. Depuis 2010, Banco Industrial arrive en première position (et 1^{ère} banque régionale), suivie de Desarrollo Rural (Banrural), de G&T Continental et d'Agromercantil.

Une nouvelle loi bancaire (initiative 5157) devrait être approuvée par le Congrès d'ici la fin de l'année. Celle-ci permettrait de mieux protéger les déposants, notamment grâce à une augmentation des exigences minimales de fonds propres et la mise en œuvre d'une prévention contre le surendettement des ménages. Cette initiative voit le jour plus de 10 ans après les faillites de deux banques du pays (Bancafé et Banco de Comercio).

Les principaux défis de la Banque centrale du Guatemala (Banguat) et de son nouveau président Sergio Recinos (président intérimaire depuis 2015, confirmé à son poste cette année) sont le taux de change, la redynamisation de l'économie à court terme et le regain de confiance des investisseurs dans l'économie guatémaltèque. La confirmation de Recinos à la tête de la Banguat coïncide avec la nomination du nouveau Superintendant des Banques, chargé de veiller au bon fonctionnement du système bancaire national. Bien que le taux directeur soit maintenu à 2,75% depuis 2017, la Banque centrale table sur un taux de croissance de l'année 2018 compris entre 2,8 et 3,2%.

Banco Industrial

La plus importante banque du Guatemala arrive également à la première place en termes d'actifs au niveau régional avec un total de 11,4 Mds USD en juin 2018. Elle détient 28,4% des actifs et 28,6% des crédits du système bancaire guatémaltèque. Elle présente des indicateurs de rentabilité solides : 1,67% pour la ROA et 20,33% pour la ROE. Le taux de liquidité immédiate est de 20,11% et un patrimoine sur actifs totaux de 8,18 traduisant une très bonne solvabilité. Son taux de créances douteuses est de 1,11%.

Les principaux secteurs de l'économie dans son portefeuille de crédits sont : l'industrie (22,5%), la consommation (16%) et les projets hydriques et électriques (14%). Le commerce quant à lui représente 8,7% des crédits octroyés par Banco Industrial.

Banco de Desarrollo Rural

Banrural, 2^{ème} banque du Guatemala est également la 2^{ème} au niveau régional avec 8,1 Mds d'actifs en juin 2018. Au niveau national, elle représente près de 20,1 % des actifs et 16,8% des crédits. Elle présente de bons ratios de liquidité immédiate (17,15%) et une solvabilité satisfaisante avec un patrimoine sur actifs totaux de 10,82%. Le taux de créances douteuses est cependant bien supérieur à la moyenne nationale (4,5% de l'ensemble des crédits octroyés)



Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor

Plus de la moitié des crédits octroyés par Banco de Desarrollo Rural sont dirigés vers la consommation (53%). Suivent les crédits au commerce (22%), à la construction (8,2%) et à l'agriculture (5,4%).

Le groupe bancaire a reçu de la part de la Société Générale de Surveillance (SGS) la certification ISO 9001 :2015 qui souligne une gestion et des services de qualité. Banrural a dû se soumettre à une série d'évaluations pour prouver qu'elle respectait bien toutes les exigences des nouveaux standards en rigueur. Banrural vient également de créer un partenariat avec Tigo et Huawei qui permettra à ses clients d'accéder au programme « Crédito Ya ! » (chaque crédit est accompagné d'un téléphone portable offert).

G&T Continental

Cette banque est la 3^{ème} du pays tant en termes d'actifs (16,4% des actifs du système en 2017) qu'en termes de crédits (14,5%). Elle est classée en 3^{ème} position au niveau régional en juin 2018 avec 6,63 Mds USD d'actifs. La banque présente des indicateurs de rentabilité assez faible avec une ROE de 10,98 et une ROA de 0,86. Le niveau de liquidité immédiate est élevé avec 18%. Cependant, le patrimoine sur les actifs totaux ne dépasse pas les 8%.

G&T Continental attribue à chacun des secteurs suivants environ 13% de ses crédits totaux : la consommation, le commerce, l'industrie et les établissements financiers / biens immobiliers / services aux entreprises. Les projets hydriques et électriques ont concentré 11,2% des crédits contre 9,9% pour la construction.

Le groupe bancaire a présenté en août 2018 sa stratégie de transformation digitale 2018-2022 en lançant l'application GTCAPP (inclut 150 fonctions dont le transfert d'argent, la demande de virements entre comptes bancaires de G&T Continental et la demande d'un prêt personnel).

Banco Agromercantil

4^{ème} banque du Guatemala, Banco Agromercantil se positionne à la 7^{ème} place régionale avec 3.3 Mds USD d'actifs en juin 2018. Au niveau national, elle détient 8,2% des actifs et 11% des crédits. La banque présente de solides indicateurs de rentabilité avec un ROE de 15,23% et un ROA de 1,42% en juin 2018. La qualité de son portefeuille de crédits ne présente pas de risque élevé puisque les créances douteuses ne représentent que 2,17%. Les niveaux de liquidité immédiate sont élevés, avec 18,33%.

Banco Agromercantil octroie majoritairement des crédits aux secteurs de la consommation et du commerce (21% chacun). L'industrie, l'agriculture et l'électricité représentent respectivement 14,5%, 11,7% et 9,8% des crédits totaux accordés par la banque.

Les 14 autres banques du système bancaire guatémaltèque sont : Banco de Crédito, Banco de Antigua, Banco Inmobiliario, Banco Azteca, Ficohsa, Citi bank N.A. (du groupe Promérica), Cred. Hipotecario Nacional, Promérica de Guatemala, Bantrab, Internacional, BAC.

- **Le secteur des assurances**

Le marché des assurances au Guatemala est composé de 17 groupes. Malgré une baisse de 2,6% des primes nettes, la principale source de revenus des assurances, les bénéficiaires connaissent une croissance notable et atteignent 55 MUSD au premier semestre 2018. Les 17 groupes d'assurances du pays ont réalisé un total de 466 MUSD (478 MUSD à la même période en 2017). Les assurances-dommages ont le plus contribué à l'accumulation de primes nettes en concentrant 45,3% du total. Cependant, cette branche a également connu la plus forte chute, avec un taux annuel négatif de 5%. **Seguros G&T arrive en tête du classement des assurances en termes de volume de primes nettes**, avec un total de 92,4 MUSD en juin 2018, suivi de Seguros El Roble et Aseguradora General avec 91,8 MUSD et 59,4 MUSD respectivement. En termes de bénéficiaires, le classement reste inchangé depuis 2017 : Seguros G&T reste en tête avec 12,7 MUSD, suivi d'Aseguradora Rural, S.A (ASRURAL) et Seguros El Roble (10,3 MUSD et 9,08 MUSD respectivement).

Deux groupes d'assurances étrangers ont investi dans le marché des assurances guatémaltèque : ASSA Compañía de Seguros, important groupe panaméen qui est arrivé sur le marché en 2017 après l'acquisition de AIG Seguros Guatemala, S.A et le groupe Ficohsa (Honduras), après l'acquisition de Seguros Alianza. Seguros Roble, deuxième plus grand assureur de la région, a initié en 2018 une transformation digitale en matière de logistique et d'attention aux clients. Les nouvelles technologies



logistiques et de gestion des sinistres permettent ainsi un meilleur traitement de l'information et un service 60% plus rapide pour les clients.

- **Le marché des capitaux**

La Bourse de Valeur Nationale (BVN) a enregistré en 2017 des transactions d'un montant total de 450 MUSD, en augmentation de 4,14% par rapport à 2016. Les opérations « *overnight* » (opérations d'un seul jour que réalise la Banque centrale) sont celles qui ont connu la plus grande part avec 69% des opérations totales. Le marché primaire privé en monnaie nationale a atteint 29 MUSD, en légère baisse par rapport à 2016. En 2017, **une nouvelle réglementation a été mise en place afin d'établir des critères pour que tous les titres d'une même série soient identiques (même date d'expiration et mêmes caractéristiques).** L'objectif de cette standardisation est de créer des séries de titres plus volumineuses et ainsi, attirer davantage d'investisseurs. De plus, la Banque centrale du Guatemala et la Superintendance des banques ont élaboré **un projet de loi visant à renforcer le marché des capitaux national et à l'intégrer au marché régional et extrarégional des transactions boursières**, compte tenu de la capacité économique du pays à négocier des titres souverains provenant d'autres pays. La loi permettrait également d'intensifier le marché secondaire car actuellement, les transactions ont lieu seulement à travers le marché primaire (titres de dette publique ou instruments émis par des entités privées).

- b. **HONDURAS**

- **Le secteur bancaire**

Le secteur bancaire du Honduras est en croissance avec des actifs s'élevant à 21,8 Mds USD en juin 2018, soit une augmentation de 10,1% par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique par un plus grand volume de prêts (+10%) qui représentent 54,5% des actifs (11,9 Mds USD). Le secteur bancaire est concentré puisque plus de 75% des actifs sont détenus par 5 banques du système.

Les indicateurs de rentabilité sont très satisfaisants, avec un ROE de 12,88% et un ROA de 1,27% au premier semestre 2018. Le patrimoine des banques au 30 juin 2018 est de **1,91 Md USD (+9,5%)** et la marge financière du système bancaire est passée de 9,1% à 9,8% en un an.

Le système bancaire hondurien comprend 15 banques. 9 d'entre elles sont d'origine étrangère : Nicaragua, Guatemala, Mexique, Colombie et Etats-Unis. La banque centrale et la superintendance des banques tentent de maîtriser la dollarisation du système. Depuis juin 2015, la proportion de crédits et dépôts en dollars diminue et atteint des niveaux plus raisonnables, respectivement 30% et 31% en juin 2018. Les dépôts des ménages qui représentent 12,5 Mds USD ont connu une forte hausse de 12,7% en 2017, ce qui traduit la confiance du public dans la stabilité et la solidité du système bancaire hondurien. Les crédits au secteur privé ont enregistré une hausse de 9,6% en 2017, résultat d'une hausse de la demande de prêts à la fois en monnaie locale et étrangère.

Les différents stress test réalisés récemment par le FMI ainsi que les différents indicateurs de solvabilité et liquidité disponibles attestent de la solidité et stabilité du système bancaire hondurien. Les actifs liquides en juin 2018 gravitent autour d'une moyenne de 4,6 Mds USD, respectant les normes nationales de liquidité. La solvabilité moyenne du système bancaire répond au seuil de 10% établi par la Commission Nationale des Banques et des Assurances puisque le ratio fonds propres sur actifs pondérés de risques est de 13,42% en juin 2018. Les créances douteuses atteignent un taux relativement bas de 2,37% de l'ensemble des crédits octroyés. Le risque de défaut a diminué, passant de 2,9% en 2016 à 2,3% en 2017, même s'il reste plus élevé en monnaie locale (3,1%) qu'en monnaie étrangère (0,7%).

Les crédits se destinent tout d'abord à l'immobilier (près de 24,1%) devant la consommation (21,3%) et les secteurs des services (19,1%), du commerce (17,1%) et de l'industrie (10,8%). **Le développement de programmes de prêts par la banque publique de développement BANHPROVI et des fonds de pensions BANHPROVI est progressif** et a pour objectif d'accompagner financièrement des projets de micro et petites entreprises qui ne sont pas soutenus par les banques traditionnelles. Dans ce cadre, 124 MUSD de crédits seront octroyés au TPE et PME d'ici 2022.

Ficohsa

La plus grande banque du Honduras est également la 5^{ème} au niveau régional avec 4,13 Mds USD d'actifs en juin 2018. Elle détient environ 19% des actifs et crédits du système bancaire hondurien cette même année. La banque dispose



d'indicateurs de rentabilité satisfaisants avec un ROA de 1,3% et un ROE de 15%. Ficohsa a octroyé la majorité de ses crédits au secteur des services qui représente près de 50% du total distribué. Les secteurs de l'industrie et de la manufacture constituent également près de la moitié des crédits accordés par Ficohsa.

Banco Atlantida

La 2^{ème} banque du Honduras se classe 6^{ème} en Amérique centrale avec 3,78 Mds USD d'actifs en juin 2018. Elle détient 17,3% des actifs et 18,6% des crédits du système bancaire national. Banco Atlántida présente des indicateurs de solidité satisfaisants : un ratio fonds propres sur actifs pondérés de risques de 13,38% et un taux de créances douteuses de 2,34%. Elle dispose d'un ROE de 12,87% ainsi que d'un ROA de 1,26%, traduisant une rentabilité jugée correcte.

Cette banque se spécialise très clairement dans les crédits au secteur des services qui représentent plus de 50% des crédits totaux. Les crédits au secteur de l'industrie arrivent en 2^{ème} position, suivis de l'agriculture avec 5,7%.

Banco Atlántida a investi 30 MUSD pour acheter en 2017 Banco Procredit au Salvador, continuant ainsi son expansion dans la région.

Banco Occidente

Avec 3,25 Mds USD d'actifs et 1,19 Mds USD de crédits, Banco Occidente se classe 3^{ème} dans le système bancaire hondurien et 8^{ème} au niveau régional. La banque détient environ 15% des actifs et 9% des crédits du pays. Elle dispose d'indicateurs de rentabilité satisfaisants avec un ROA de 1,26% et un ROE de 12,87%. Le ratio fonds propres sur actifs pondérés de risques est de 13,55% tandis que le taux de créances douteuses est de 5,72%, bien au-dessus des moyennes nationales et régionales.

Les crédits de Banco Occidente se dirigent principalement vers l'industrie (37,8% des crédits totaux). Ensuite, vient le secteur des services (25,7%) et l'agriculture (12,2%).

BAC

BAC du Honduras est 4^{ème} au niveau national et 9^{ème} régional avec 3.25 Mds USD d'actifs en juin 2018. Elle détient environ 15% des actifs et crédits du pays. Les indicateurs de solidité de BAC Honduras sont élevés avec un ratio fonds propres sur actifs pondérés de risques de 13,95% et un taux de créances douteuses de 1,25%. La rentabilité de la banque semble satisfaisante avec un ROA de 1,58% et un ROE de 15%.

Le portefeuille de crédits de BAC Honduras se concentre principalement sur deux secteurs de l'économie : tout d'abord les services avec 41,1% des crédits totaux et ensuite l'industrie (39,8%). L'agriculture arrive en troisième position avec 13,8% des crédits octroyés.

Les 11 autres banques au Honduras sont Banpaís, Davivienda, Banrural, Lafise, Promérica, Ficensa, Banco De los Trabajadores, Banhcafé, Banco Azteca, Banco De Honduras, Banco Popular.

- **Le secteur des assurances**

Le marché des assurances au Honduras se compose de 12 entités, dont 7 à capital étranger (représentant 48,3% du capital total), 4 de capital national (47,4%) et une de capital mixte. 2017 a été marqué par la poursuite de **l'acquisition des opérations du groupe AIG en Amérique centrale par le groupe panaméen ASSA suite au rachat du capital actionnaire de AIG Seguros Honduras et Guatemala.** AIG était présent au Honduras depuis 1958. De plus, la Banque Centrale du Honduras (BCH) a modifié récemment et à la hausse le montant minimum de capital des institutions d'assurances et de réassurances. Le marché des assurances est concentré à 72,8% dans 5 entités. Les primes nettes, en augmentation de 8,1% en 2017 par rapport à l'année précédente, sont le résultat de l'essor et du dynamisme de la commercialisation des assurances dans les branches des accidents et maladies (+18,9%) et des incendies (+18,9%). **Les profits des assureurs honduriens se sont élevés à 44,7 MUSD en 2017, en hausse de seulement 2,4%. Ces résultats ont été affectés par l'augmentation des sinistres suite à la crise politique qu'a connu le pays autour des élections présidentielles de novembre 2017.**



- **Marché des capitaux**

Le marché des capitaux au Honduras est très limité. En effet, il est dominé par la négociation de titres émis par le gouvernement qui représentent 99,62% du total opéré sur le marché. Les transactions de titres émises par le secteur privé correspondent à 0,38% du total. Cette situation s'explique par le fait que les institutions du système financier national soient les seules entités du secteur privé à émettre des titres de dette à moyen et long terme sur le marché des capitaux, or, aucun nouveau titre n'a été émis de leur part en 2017. Les montants des transactions effectuées en 2017 ont atteint un total de 27,16 Mds USD (+15,8% en comparaison avec 2016). Cette hausse s'explique notamment grâce à l'augmentation des placements de la part du secteur public. Les détenteurs de bons du trésor de la Banque Centrale du Honduras en monnaie nationale ont obtenu en 2017 de moindres taux de rendements sur leurs investissements (le taux maximum a diminué de 6,8% à 6,6%, suite à une surliquidité dans le système financier). En guise de compensation, les taux de rendements maximaux des bons du gouvernement central en monnaie locale ont augmenté de 10,8% à 12,8%.

- c. **SALVADOR**

- **Le secteur bancaire**

Le système bancaire salvadorien est le seul de la région à être dominé par des banques à capitaux étrangers : les 3 principales banques du pays (Bancolombia avec Agrícola, Davivienda et le groupe Aval avec BAC) relèvent de capitaux colombiens et détiennent 9,39 Mds USD d'actifs, soit 54% du total national. Les actifs des banques du Salvador ont augmenté de 5.35% entre juin 2017 et juin 2018, atteignant les 17,46 Mds USD. **Le système bancaire salvadorien est très concentré.** En effet, en juin 2018, les 4 plus grandes banques (Agrícola, Davivienda, BAC et Scotiabank) détenaient près de 60% des actifs et des crédits du pays.

Depuis 2017, un plus grand accompagnement a été apporté par le secteur bancaire au secteur entrepreneurial qui représente 45.5% du total du portefeuille de crédit (contre 34.6% pour la consommation et 19.9% pour le logement). **Les prêts aux entreprises ont augmenté de 310,2 MUSD (5,93 Mds USD). Les secteurs qui ont le plus participé à cette hausse sont l'industrie manufacturière (+120,9 MUSD), le commerce (+106,1 MUSD) et les services (+40,6 MUSD) qui regroupent à eux 3 près de 68% des crédits destinés à des entreprises.** Le secteur productif qui reçoit le plus de prêts en est l'agriculture avec 28 780 nouveaux prêts accordés. Dans son ensemble, le portefeuille de crédits (11,85 Mds USD en juin 2018) est de bonne qualité et respecte le ratio macro prudentiel maximal de 4% pour les créances douteuses qui ne dépassent pas les 2,02%.

Entre 2013 et 2017, les bénéfices nets des banques du pays se sont affichés en diminution, passant de 222 MUSD à 152 MUSD. Cependant, les bénéfices ont connu une croissance de 7.8% en 2017 par rapport à 2016. Les indicateurs de rentabilité sont parmi les moins bons de la région. Avec un ROE de 7.4% en décembre 2017, **le système bancaire du Salvador est l'un des moins rentables de la région.** La stabilité et solidité du système repose sur le haut niveau de solvabilité, notamment à court terme, en comparaison avec les autres pays de la région (les besoins en liquidité au 31 décembre 2017 culminaient à 2.78 Mds USD sur une réserve constituée de 3.02 Mds USD, résultant un excédent de 247.3 MUSD).

L'inclusion financière demeure un défi majeur au Salvador. En effet, en 2014, 63% de la population de plus de 15 ans ne disposait pas de compte bancaire dans une institution financière formelle²¹. Il convient cependant de souligner les importants progrès qui ont été réalisés et qui se poursuivent dans ce domaine. L'inclusion financière pourrait passer dans le pays par les téléphones mobiles dont le taux de pénétration est de 148%. Encore peu développés, les services de transferts et de paiements via téléphones portables constituent un marché prometteur. Seules quelques banques bien implantées dans le secteur financier depuis longtemps ont initié des investissements dans ce domaine.

²¹ Francisco G. Villarreal (ed.), Inclusion financiera de pequeños productores rurales, Libros de la CEPAL, N°147 (LC/PUB.2017/15-P), Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 2017.



Banco Agrícola

La plus grande banque du système salvadorien était également la 4^{ème} banque au niveau régional en termes d'actifs (après les 3 premières qui sont guatémaltèques) avec 4.46 Mds USD en juin 2018. La filiale du groupe Bancolombia détient près de 25,5% des actifs et crédits au Salvador. Elle dispose d'un portefeuille de crédits d'une bonne qualité avec un taux de créances douteuses de 1,54%. La marge financière de la banque en juin 2018 est satisfaisante avec 7,22%. Avec un ROE de 14,55% et un ROA de 1,75%, elle présente de très bons indicateurs de rentabilité, bien au-dessus de la moyenne nationale.

Le portefeuille de crédits est dirigé principalement vers la consommation des ménages (42%). Les crédits immobiliers représentent 16%, tandis que l'industrie manufacturière et le commerce reçoivent respectivement 13% et 10% des crédits octroyés.

Davivienda

La branche salvadorienne du groupe colombien se positionne 2^{ème} au niveau national et 10^{ème} au niveau régional (2,5 Mds d'actifs). En juin 2018, elle détenait 14,6% des actifs et crédits au Salvador. Le portefeuille de crédits de Davivienda est de bonne qualité, avec un taux de créances douteuses satisfaisant et en-dessous de la limite maximale de 4%. Elle présente des indicateurs de rentabilité satisfaisant pour le pays, avec un ROE de 9,2% et un ROA de 1,01%. La marge financière de la banque est de 6,30% en juin 2018.

Davivienda accorde également la plus grande partie de ses crédits aux ménages (41% à la consommation en juin 2018). Les autres secteurs de l'économie financés par la banque sont l'immobilier (16,7%), l'industrie manufacturière (13%), le commerce (11,5%) et les services (9,5%).

BAC

BAC El Salvador se classe au 3^{ème} rang au niveau national avec 2,38 Mds d'actifs en juin 2018 et en 11^{ème} position au niveau régional. La banque détient 13,6% des actifs et 14% crédits du système bancaire salvadorien. Elle présente des indicateurs de rentabilité satisfaisants avec un ROE de 9,75% et un ROA de 1,05%. Son portefeuille de crédits est de bonne qualité avec un taux de créances douteuses de 1,12% traduisant une maîtrise du risque de crédit. La marge financière de la banque est quant à elle de 7,6%.

BAC est la banque du pays qui accorde le plus de crédits à la consommation des ménages avec 45% des crédits totaux. Les prêts immobiliers arrivent en seconde position (17,5%), suivis du commerce (16%) et de l'industrie manufacturière (10%).

Scotiabank

La banque canadienne est la 4^{ème} du pays avec 2 Mds USD d'actifs au premier semestre 2018 et 13^{ème} de la région. C'est la seule banque dont les capitaux ne sont pas d'origine latino-américaine. Elle est présente au Salvador depuis 1997 et y détient environ 11,5% des actifs et 12% crédits. Scotiabank dispose au Salvador de faibles indicateurs de rentabilité avec un ROE de 6,93% et un ROA de 1,16%. La marge financière en juin 2018 est de 6,66%. Enfin, le taux de créances douteuses est de 3,51%, proche de la limite maximum de 4%.

Cette banque se spécialise très clairement dans les crédits immobiliers qui représentent 58% de son portefeuille de crédits. La consommation représente 25% des crédits accordés par Scotiabank en juin 2018 contre seulement 10,7% au commerce.

Actuellement, 30% de ses opérations se réalisent par la voie digitale. En septembre 2018, elle a investi 10 MUSD dans la transformation digitale et espère dépasser les 60% de transactions digitales sur le total des transactions d'ici la fin de l'année.

Les 18 autres banques qui composent le système bancaire salvadorien sont Cuscatlán, Promérica, Hipotecario, G&T Continental, De Desarrollo de El Salvador, Fedecredito, De Fomento Agropecuario, Atlántida, Azul, Industrial, Asoc. Coop. Comédica, Citabank N.A., ACCOVI, Multi Inversiones Banco Cooperativo, Primer Banco de los Trabajadores, Azteca, Izalqueño de los Trabajadores, De los Trabajadores Salvadoreños.



- **Le secteur des assurances**

Le secteur des assurances au Salvador se compose de 22 entreprises (couvrant l'essentiel des garanties standards). **2017 a été marqué par des changements de la structure du marché puisque le groupe ASSA El Salvador (de capital panaméen) a absorbé AIG Seguros suite à une fusion.** En 2018, la division assurance du groupe Davivienda a été rachetée par le groupe Atlántida. Les primes de l'ensemble du marché salvadorien ont atteint en juin 2018, 320,5 MUSD.

Les assurances avec la plus importante croissance de leurs primes sont l'américaine **Pan American Life (+13,55%)**, **Futuro (+13,05%)** et **ASSA (+12,31%)** alors que Seguros Vivir a connu une diminution de ses primes de -31,46%. **Seguros e Inversiones S.A. (SISA) est le leader sur le marché salvadorien depuis plus de 20 ans**, avec au premier semestre 2018 des primes qui s'élèvent à 56,5 MUSD. 54,7% des primes sont concentrés dans 5 compagnies d'assurances. Les assurances personnelles sont celles qui ont rapporté le plus de primes. Les bénéfices de l'industrie des assurances en 2017 atteignent 38,4 MUSD (en diminution par rapport à 2016 avec 39,9 MUSD, notamment suite à la réduction des primes nettes et l'augmentation des coûts administratifs). **De nouvelles réformes sont attendues par les assureurs du pays afin de développer le marché de l'assurance. Le pays est en effet celui avec la plus faible croissance des primes nettes d'Amérique centrale (+1% en 2017).**

- **Le marché des capitaux**

Le marché des capitaux salvadorien relevait en 2017 de 23 opérateurs. **La participation des banques dans les opérations d'achat sur le marché des capitaux est de 1,558 Md USD sur un total négocié de 2,64 Mds USD.** Les banques se sont concentrées notamment sur les « repos » (ou pensions de titres) à hauteur de 1,428 Md USD, suivis du marché primaire (73,6 MUSD) et du marché secondaire (46,3 MUSD). **La participation des banques dans les opérations d'achat de titres sur le marché des capitaux en 2017 est de 59% (70% observés en 2016).** C'est le marché secondaire qui a connu la plus forte chute (80,7% à 39%). Au dernier trimestre 2017, le Comité des Normes a approuvé et modifié les réglementations techniques qui offrent leur support à la législation du marché des capitaux et se concentrent sur de meilleures pratiques et standards internationaux (la première réglementation est entrée en vigueur en novembre 2017, les autres à partir de janvier 2018). Sur le marché primaire, 56% des demandeurs de ressources sont issus du secteur privé (dont plus de la moitié sont des banques). Le marché intégré des bourses du Salvador et du Panama, présentée plus haut, est un véritable succès. Alors qu'à ses débuts, les titres émis étaient tous panaméens, petit à petit, le Salvador émet ses propres titres à travers ce marché intégré.

d. NICARAGUA (avant la crise d'avril 2018)

- **Le secteur bancaire**

Le Nicaragua, à l'image de sa taille économique et de son régime politique, a le plus petit secteur bancaire de la région en termes d'actifs et de crédits. En revanche, il est réputé être le plus rentable et le plus concentré. En 2017, le système financier n'a cessé de croître avec des actifs atteignant 8 Mds USD en juin 2018 et représentent 59,7% du PIB (inférieur à la moyenne régionale qui est de 68,8% du PIB).

Composé de 8 banques parmi lesquelles 2 sont étrangères, le système bancaire du Nicaragua est le plus concentré de la région. En effet, les quatre plus grandes banques du pays détiennent en juin 2018 84,85% des actifs et 88,11% des crédits du pays. **Les deux premières banques sont nationales et détiennent 51,72% des actifs : Banco de la Producción (BanPro, 27,54% des actifs) et Lafise-Bancentro (24,18% des actifs).** Suivent deux banques à capitaux étrangers : le colombien **BAC** (23% des actifs) et **Banco de Finanzas**, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe ASSA du Panama (BDF, 10% des actifs). Enfin, le système est composé de Ficohsa (Honduras), **Avanz Bank** (anciennement ProCredit²², unique banque européenne

²² ProCredit, installé depuis 1999 au Nicaragua, seule banque européenne (Allemande) implantée dans la région, a été rachetée en 2017 par le groupe Pellas (le plus important du pays). La présence de la famille Pellas dans le système bancaire nicaraguayen date de 1952, quand elle fonda avec d'autres familles la Banque d'Amérique. En 1979, celle-ci est nationalisée par le gouvernement de l'époque. La famille Pellas revient dans l'industrie financière du Nicaragua en 1990 avec BAC Credomatic (dont les actions ont été rachetées en grande partie par General Electric en 2005, puis par le Groupe Aval de Colombie en 2010).



Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor

implantée à l'époque dans la région qui a été rachetée en 2017 par le groupe Pellas), ainsi que deux banques nationales : Banco Corporativo (groupe Albanisa) et Produzcamos (de capital mixte).

Cette forte concentration bancaire favorise une bonne rentabilité par rapport au reste de la région : ainsi, le ROA était de 2% et le ROE de 17% en 2017. La situation patrimoniale du système bancaire du Nicaragua est en croissance de 16,8% en 2017 (+ 906 MUSD). Fin 2017, la rentabilité du système bancaire du Nicaragua était la plus haute de la région CAPARD²³ selon l'indicateur de rentabilité compilé par le Conseil Monétaire Centraméricain (SECMCA). En effet, le ratio des bénéfices avant impôts sur le patrimoine moyen est de 28% au Nicaragua (deux fois moins pour la moyenne régionale).

En 2017, les crédits connaissent une hausse de 13,8% pour atteindre un portefeuille brut de 5,12 Mds USD, représentant 39,4% du PIB contre 45,6% pour la moyenne régionale. Le taux de créances douteuses reste l'un des niveaux les plus faibles de la région (1,11% en 2017). Le système bancaire détient l'un des meilleurs niveaux de provisions par rapport aux créances douteuses (taux de 207% contre 114% pour la moyenne des pays de la CAPARD). 93,4% du portefeuille de crédit est qualifié de niveau A.

Les principaux secteurs de l'économie dans son portefeuille de crédits sont : le commerce (35,5%), la consommation (24,8%), l'industrie (12,48%) et l'agriculture (9,34%). **Les dépôts et crédits en monnaie étrangère (majoritairement en USD) sont de 75,6% et 88,58% respectivement. Cette forte dollarisation expose le système à des risques.** Ceux-ci résultent du fait que de nombreux agents s'endettent en dollars sans pour autant générer de revenus en dollars.

Ainsi, avant **la crise sociale et politique qui s'est initiée en avril 2018, le système bancaire était l'un des plus rentables de la région.** Cependant, la crise actuelle n'est pas sans impact sur la situation financière du système. En effet, les nouvelles dispositions **du système monétaire de la Banque Centrale du Nicaragua** (août 2018) ont provoqué la **fuite jusqu'à maintenant de près de 100 MUSD**, montant supérieur aux 72,5 MUSD déjà sortis des caisses de la BCN en juillet. **Fitch maintient actuellement une observation négative pour 4 banques du pays (Banco de Finanzas (BDF), Banco de Fomento a la Producción (BFP), Banco Lafise Bancentro et Ficohsa Nicaragua (Ficohsa).**

BanPro

La première banque du Nicaragua n'occupe que la 12^{ème} place au niveau régional avec 2.21 Mds USD d'actifs en juin 2018. Elle concentre 27,5% des actifs et crédits du pays. BanPro dispose de bons indicateurs financiers. Avec un ROE de 19,63%, un ROA de 2,07% et une rentabilité moyenne des actifs productifs de 10,44%, elle présente d'excellents résultats en termes de rentabilité. Son portefeuille de crédits ne présente pas de risques avec un taux de créances douteuses de 1%. Les indicateurs de solvabilité de la banque sont satisfaisants avec une adéquation en capital de 14,4% et un ratio de créances douteuses et provisions sur patrimoine total de 7,4%.

La banque accorde principalement des crédits au secteur du commerce (38,46%). Le portefeuille de crédits de BanPro se dirige également vers l'industrie (15,9%), les prêts immobiliers (11,55%) et l'agriculture (10,83%).

Lafise-Bancentro

Avec 1.9 Mds USD d'actifs, la 2^{ème} banque du pays se classe 14^{ème} en Amérique centrale. Elle détient près d'un quart des actifs et 23,3% des crédits du Nicaragua. La banque Lafise-Bancentro dispose de très bons indicateurs de rentabilité avec un ROE de 22% et un ROA de 2,55%. De plus, la rentabilité moyenne de ses actifs productifs est de 9,27%. Les indicateurs de solvabilité sont également satisfaisants avec une adéquation en capitaux de 16,63%. Le taux de créances douteuses est en juin 2018 de 1,5%, traduisant un portefeuille de crédits de bonne qualité.

Son portefeuille de crédits se compose essentiellement de crédits pour le secteur du commerce (35,16%) et à la consommation (20%) devant l'industrie (12,67%) et l'agriculture (10,55%).

²³ Comprend l'Amérique centrale, la République Dominicaine et le Panama.



BAC

La troisième banque du pays est BAC Nicaragua, qui détient 1.83 Mds USD d'actifs et 1.2 Mds USD de crédits en 2017, représentant environ un quart du total. Elle présente de bons indicateurs de rentabilité (ROA de 2,78% et ROE de 19,36%) et de solvabilité (une adéquation en capital de 16,28%). Le taux de créances douteuses est de 1,4% en juin 2018.

La banque accorde principalement des crédits au secteur du commerce (30,66%) et à l'industrie (20,65%). Suivent la consommation (15%) et l'agriculture (5,33%).

Banco de Finanzas

La 4^{ème} banque au Nicaragua se classe 16^{ème} au niveau de la région avec 800 MUSD d'actifs et 621 MUSD de crédits, soit 10% et 12% des actifs et crédit du pays. Banco de Finanzas présente de bons indicateurs de rentabilité avec un ROE de 15% et un ROA de 1,4%. La rentabilité moyenne des actifs productifs est satisfaisante avec 10,67%. L'adéquation en capital quant à elle est de 13,45%, traduisant un système solvable. Enfin, le taux de créances douteuses est maîtrisé avec moins de 2% du total des crédits concerné en juin 2018.

Son portefeuille de crédits se compose essentiellement de crédits à la consommation (50%). Un quart des crédits sont accordés au secteur du commerce contre 10% à l'industrie.

Les 4 autres banques au Nicaragua sont : Ficohsa, Produzcamos, Avanz Bank, Bancorp.

- **Le secteur des assurances**

Le marché des assurances au Nicaragua est très concentré puisqu'il est réparti entre 5 entités, une publique et 4 à capital privé. En 2017, les sommes assurées ont augmenté de 24,3% pour atteindre 68 MUSD. Cette hausse se reflète notamment dans les secteurs de la santé et des assurances vie. Les primes nettes se répartissent de la manière suivante: **Seguros América, S.A. (30%), INISER (24%), LAFISE (20%), ASSA (19%) y MAPFRE (7%).** Au premier semestre 2018, les primes nettes du marché des assurances ont connu une croissance de 4,09% par rapport à 2017. **Seguros América se maintient en tête du classement en termes de primes nettes avec 31,11 MUSD, suivi de Iniser (23,23 MUSD) et Lafise (23,2 MUSD). En termes de bénéfices, c'est Lafise qui arrive en première position avec 6,03 MUSD.** Les groupes Iniser et Lafise sont en deuxième et troisième position avec respectivement 4,09 MUSD et 2,9 MUSD de bénéfices en juin 2018.

- **Le marché des capitaux**

Les institutions qui opèrent sur le marché des capitaux nicaraguayen sont la Bourse de Valeurs, 3 agences internationales d'évaluation des risques, 1 société administrative de fonds d'investissement et 5 sociétés de courtage (4 de ces dernières sont associées à des groupes financiers). **Les volumes négociés en 2017 sont de 1,466 Md USD (+5,14%) dont 85,7% du total est en monnaie nationale (le cordoba) et 14,3% en USD.** Le plus important des acteurs sur le marché boursier nicaraguayen est PROVALORES (société de courtage) avec 41% des transactions en 2017. Lafise Valores arrive en seconde position avec 22%, suivi d'Invercasa (17%), Invernic (15%) et BAC Valores (5%). L'impact de la crise politique et sociale sur le marché boursier national n'est pas à négliger. Celle-ci a en effet provoqué la chute des opérations sur les marchés primaires et secondaires. D'après les chiffres officiels de la Bourse de Valeurs du Nicaragua, sur le marché primaire, les titres du Ministère des Finances et du Crédit Public ont chuté de 42% entre janvier et juin 2018 par rapport à la même période en 2017. **La crise impacte fortement le secteur boursier nicaraguayen. En effet, les titres émis par le Ministère des Finances sur le marché primaire ont chuté de 42% entre janvier et juin 2018. La demande sur le marché boursier a fortement diminué malgré une offre constante.**

**Le système bancaire du Belize²⁴**

Le système bancaire du Belize est petit mais relativement développé compte tenu de la taille de son économie. Il se compose de 5 banques commerciales nationales (Atlantic Bank Limited, Belize Bank Limited, Heritage Bank Limited, National Bank of Belize Limited et Scotiabank Limited ; avec un actif de 1,595 Mds USD en 2017, soit 56,7% des actifs du système financier bélizien et 85,6% du PIB), 4 banques internationales (Atlantic International Bank Limited, Belize Bank International Limited, Caye International Bank Ltd., Heritage International Bank & Trust Limited ; 19,5% des actifs, 29% du PIB), 8 coopératives de crédit (16,8% des actifs, 25% du PIB), une institution financière non-bancaire (1,9% des actifs, 3% du PIB) et 10 compagnies d'assurance nationales (5,2% des actifs, 7,8% du PIB).

En 2017, les actifs du secteur bancaire s'élevaient à 2,812 Mds USD (soit 151% du PIB) et les crédits représentaient 54% du PIB. La croissance moyenne annuelle des prêts plafonne autour de 9%. La répartition sectorielle des prêts est restée presque constante, avec une légère augmentation des prêts au secteur agricole en 2017 (12% pour l'agriculture, 28% pour la construction, 22% pour la consommation des ménages, 14% pour l'immobilier et 6% pour le tourisme).

Le secteur des assurances est largement dominé par 3 groupes : RF&G Life Insurance Company Limited (du groupe bélizien Roe), Sagikor Life Inc. (la Barbade) et Scotia Insurance Caribbean Limited (Canada).

²⁴ Ne fait pas partie du CA-4 mais est suivi par le SE de Guatemala.



IV. PERSPECTIVES POUR LES ANNEES A VENIR DES SECTEURS BANCAIRES, DES ASSURANCES ET MARCHES DES CAPITAUX DE LA REGION CA-4

Le secteur bancaire et des assurances centroaméricain devra faire face aux bouleversements liés aux avancées des technologies digitales. Les banques devront porter l'inclusion financière au cœur de leur stratégie et l'associer au progrès technique. Beaucoup de progrès ont été réalisés ces dernières années en faveur de l'accès aux services financiers.

Dans cette optique, **les banques de la région ont développé des services de transferts et de paiements via la téléphonie mobile**, comme Tigo Money au Guatemala qui permet à ses clients de faciliter une série de transactions à travers son réseau comme le paiement de factures d'électricité ou de gaz. L'usage de services financiers mobiles a augmenté selon la Superintendance des Banques guatémaltèque de 25% entre 2015 et 2017.

Les principaux groupes financiers de la zone estiment que d'ici 10 ans, les transactions immédiates via les téléphones portables seront effectuées par près de 80% de la population de la région. Le téléphone portable a beaucoup facilité l'accès aux services financiers, notamment parmi les jeunes. En ce qui concerne les populations rurales et indigènes, **Banrural au Guatemala est pionnière en matière d'inclusion financière.** Afin de faire face aux taux élevés d'analphabétisation au sein de ces populations, ce groupe bancaire a mis en place des distributeurs automatiques de billets²⁵ qui parlent. **G&T Continental** vient également de lancer l'application GTCAPP (transfert d'argent, demande de virements entre des comptes bancaires de G&T Continental et demande d'un prêt personnel).

Certaines banques sur le marché ont saisi l'importance de l'éducation financière des plus jeunes, très peu développée en Amérique centrale. Dans ce sens, le groupe BAC a récemment mis en place des partenariats avec les ministères de l'éducation des différents pays, afin de mettre en place un programme destiné aux enfants afin qu'ils puissent apprendre les bases de l'éducation financière (gérer un budget, apprendre à anticiper des dépenses par exemple).

Le second défi majeur du secteur bancaire sera de poursuivre l'approfondissement et la conformité des standards internationaux recommandés par le Comité de Bâle afin d'améliorer l'image du système bancaire centraméricain en matière de gestion des risques. Toutefois, alors que le Comité de Bâle a présenté en décembre 2017 la révision du cadre légal des nouveaux standards de Bâle III qui devront être respectés d'ici 2022, les banques de la région montrent déjà des retards d'application des recommandations des accords de Bâle I (1988) et Bâle II (2004-2008).

A noter que le système bancaire centraméricain est sur le point de convertir son système comptable au système comptable international « NIIF » (Normes Internationales d'Information Financière), déjà utilisé en Europe et en Amérique du Nord. La transition vers ce système devrait prendre 2 à 3 ans. Elle permettra aux institutions financières de la région de présenter leurs bilans comptables plus simplement, rapidement et de manière conforme aux règles internationales.

²⁵ Au Guatemala, 70,9% des communes ont au moins un distributeur automatique de billets selon la Superintendance des Banques.



Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor

COMMENTAIRES :

Le secteur bancaire régional (CA4) est largement dominé par le réseau guatémaltèque qui détient près de 50% des actifs bancaires (41,6 Mds USD en juin 2018) et les 3 principales banques de la région (Banco Industrial, Banco de Desarrollo Rural et G&T Continental).

Il est concentré et solide (niveaux de capitalisation et de liquidité suffisants, faible taux de créances douteuses) et correctement surveillé par des instances de régulation reconnues. Des efforts sont cependant attendus en matière de conformité avec les indicateurs du Comité de Bâle (Bâle III notamment) sous peine de ternir l'image du secteur bancaire centraméricain en termes de gestion de risques systémiques notamment.

Depuis le départ des grands groupes financiers américains suite à la crise de 2008, le système bancaire s'est fortement régionalisé. En effet, **les principaux groupes bancaires sont à capitaux nationaux et centraméricains et ont tendance à s'implanter dans les pays voisins.** Cette régionalisation est toutefois accompagnée de l'arrivée progressive de quelques grands groupes bancaires colombiens, en particulier AVAL, Bancolombia et Bolívar.

Malgré sa forte couverture régionale, le secteur bancaire centraméricain se caractérise par de faibles taux de bancarisation. Ces derniers sont compensés par le développement des coopératives et du microcrédit. L'émergence du digital dans le secteur bancaire devrait permettre à ce dernier de renverser cette tendance notamment à travers la téléphonie mobile et les applications bancaires, même si ces dernières favorisent l'émergence de risques nouveaux (cybercriminalité). **Le secteur bancaire doit consolider davantage son rôle de financement de l'économie, notamment en direction du secteur agricole.** Ces insuffisances dans ce domaine peuvent expliquer les niveaux élevés de liquidité et de capitalisation des banques

Le secteur des assurances régional ne couvre qu'une infime partie de la population de la région. Bien qu'il soit rentable, le volume des primes engendrées est dérisoire comparé à la taille du marché potentiel. Cela pourrait constituer **une opportunité pour les assureurs français et étrangers en quête de nouveaux marchés.**

Enfin, le secteur boursier est pour l'instant concentré autour de l'émission de titres de dette publique, mais s'ouvre peu à peu aux petits investisseurs. Le secteur boursier centraméricain a vocation à être plus intégré suivant l'exemple du succès du marché intégré des bourses du Panama et du Salvador.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Amérique Centrale (adresser les demandes à guatemala@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Julien FRUCHARD

Service Économique d'Amérique Centrale

Adresse : 11 calle 0-79, zona 14, Guatemala Ciudad, Guatemala

Rédigé par : Julien FRUCHARD

Revu par : Antonio AVILA, chef du SE Amérique Centrale

Version originelle du 10 décembre 2018

**SOURCES D'INFORMATION ECRITES:****Rapports :**

- 5^{ème} rapport sur les systèmes bancaires en Amérique centrale, Conseil Monétaire Centraméricain (SECMCA) sur les systèmes, 2015.
- PRADO Julio César, Cobertura de la seguridad social, , Asociación de Investigación y Estudios Sociales, Guatemala, Diciembre 2016
- Francisco G. Villarreal (ed.), Inclusión financiera de pequeños productores rurales, Libros de la CEPAL, N°147 (LC/PUB.2017/15-P), Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 2017.
- Rapport conclusif de la mission d'avril 2017 du Fond Monétaire International dans le cadre de la consultation de 2017 au titre de l'article IV.
- Informe del Superintendente de Bancos de Guatemala ante la honorable Junta Monetaria, décembre 2017
- Panorama financiero, Superintendencia del Sistemala financiero del Salvador, décembre 2017
- Memoria 2017, Comisión Nacional de Bancos y Seguros, décembre 2017
- Informe de Gestión 2017, Victor M. Urcuyo, Superintendencia de Bancos y de Otras Instituciones financieras de Nicaragua, Février 2018
- Rapport du Système bancaire d'Amérique centrale, République Dominicaine et Panama 2017, Conseil Monétaire Centraméricain, juin 2018.
- Rapport mensuel, Conseil Monétaire Centraméricain, août 2018

Revue :

- Revue América Economía, mai 2018

Presse écrite :

- MONEDA, 26 février-2 mars 2018
- MONEDA, 27-31 août 2018
- MONEDA, 24-28 septembre 2018
- MONENA, 22-26 octobre 2018

Sites internet :

- Banque Mondiale : <https://www.worldbank.org/>
- Banque centrale Guatemala: <https://www.banguat.gob.gt/>
- Banque centrale Honduras: <https://www.bcn.gob.ni/>
- Banque centrale Salvador: <https://www.bcr.gob.sv/esp/>
- Banque centrale Nicaragua: <https://www.bcn.gob.ni/>
- Conseil Monétaire Centraméricain : <http://www.secmca.org/Informes.html>
- Doing Business : <http://www.doingbusiness.org/>
- FMI : <https://www.imf.org/external/french/index.htm>
- SC Riesgo : <http://www.scriesgo.com/>
- Superintendance Guatemala : <https://www.sib.gob.gt/>
- Superintendance Honduras : <https://www.cnbs.gob.hn/>
- Superintendance Salvador : <https://ssf.gob.sv/>
- Superintendance Nicaragua: <http://www.superintendencia.gob.ni/>


ANNEXES
Annexe 1 – Le secteur bancaire centraméricain

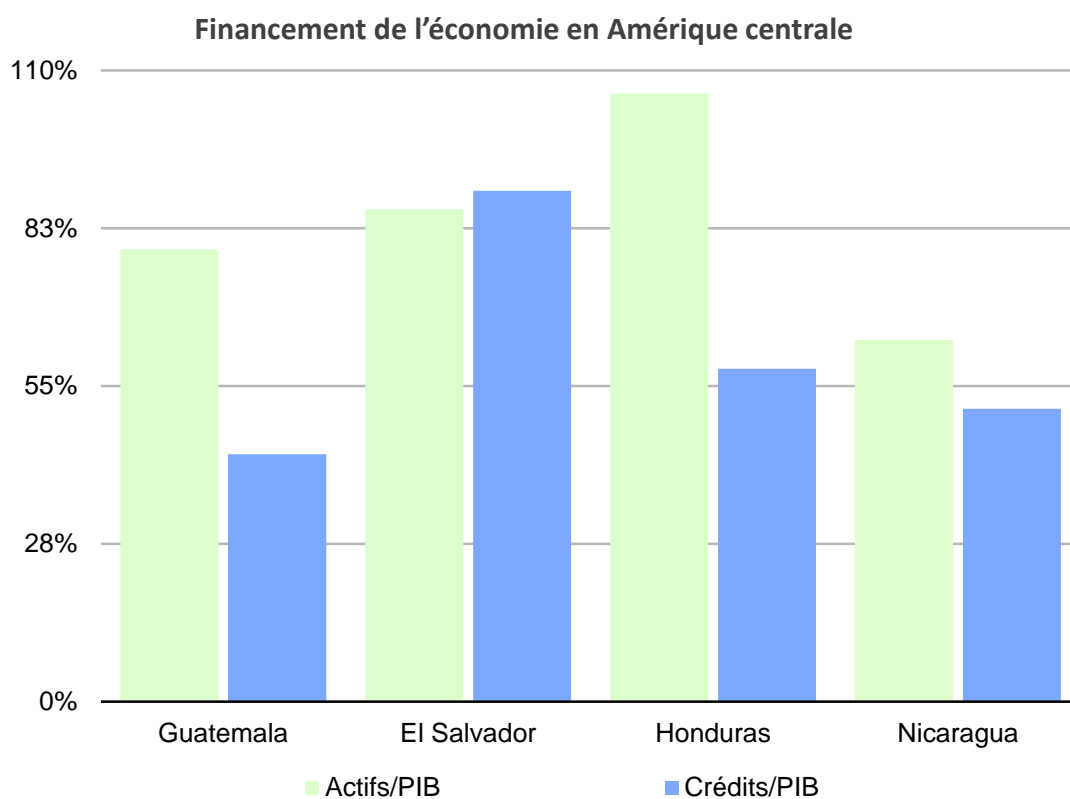
PRINCIPALES BANQUES DE LA REGION : CHIFFRES CLES

Banque	Pays	Place de la banque en termes d'actifs au niveau régional	Place de la banque dans le pays en termes d'actifs	Actifs (MUSD)	% des actifs totaux du pays	Portefeuille de crédits (MUSD)	% des crédits totaux du pays détenus par la banque	ROE (%)	ROA (%)
Industrial	Guatemala	1	1	12 290	29,51 %	7 658	33,61 %	1,72	0,15
Banco del Desarrollo Rural	Guatemala	2	2	8 504	20,42 %	4 069	17,86 %	15,85	1,67
G&T Continental	Guatemala	3	3	7 118	17,09 %	3 535	15,52 %	15,11	1,17
Agromercantil de Guatemala	Guatemala	7	4	3 335	8,01 %	2 406	10,56 %	15,01	1,42
Ficohsa	Honduras	5	1	4 226	19,92 %	2 284	20,04 %	14,97	1,18
Atlántida	Honduras	6	2	3 577	16,86 %	2 094	18,37 %	10,73	0,93
Occidente	Honduras	9	3	3 076	14,50 %	1 052	9,23 %	11,29	0,99
BAC - Honduras	Honduras	10	4	3 066	14,45 %	1 639	14,38 %	13,33	1,13
Agrícola	El Salvador	4	1	4 390	23,16 %	2 963	22,88 %	13,24	1,56
Davivienda Salvadoreño	El Salvador	12	2	2 505	13,22 %	1 729	13,35 %	8,10	0,90
BAC - El Salvador	El Salvador	13	3	2 266	11,96 %	1 578	12,18 %	8,47	0,92
Scotiabank (El Salvador)	El Salvador	16	4	2 016	10,64 %	1 464	11,30 %	6,50	1,01
Banpro	Nicaragua	14	1	2 184	27,54 %	1 410	27,53 %	21,99	2,20
Lafise Bancementro	Nicaragua	17	2	1 918	24,18 %	1 192	23,28 %	23,93	2,75
BAC - Nicaragua	Nicaragua	18	3	1 827	23,04 %	1 289	25,17 %	20,12	2,77
Banco de Finanzas	Nicaragua	26	4	800	10,09 %	621	12,13 %	16,24	1,50

Source : Ranking de Bancos 2018, Revue América Economía, mai 2018

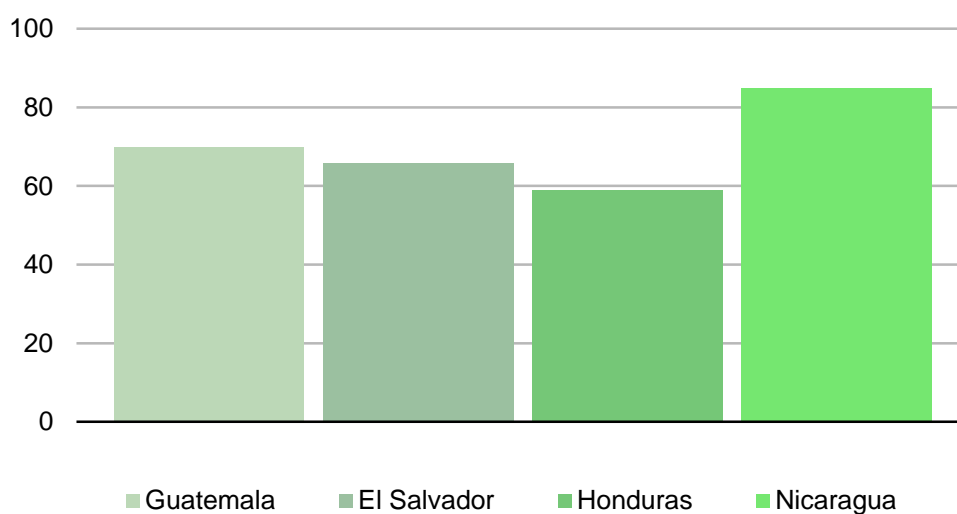


Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor



Source : données de la Banque Mondiale

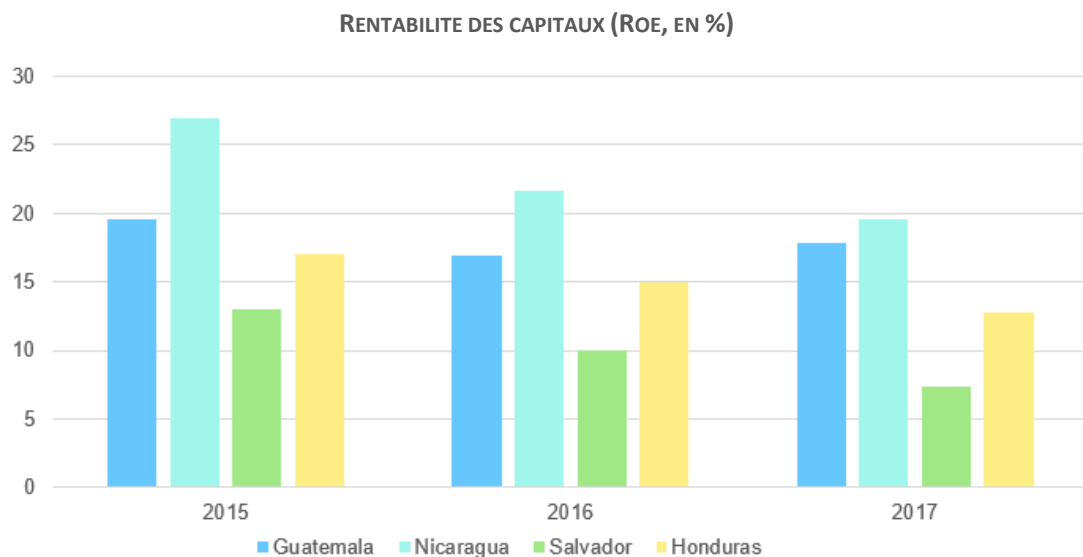
CONCENTRATION BANCAIRE : PART DES ACTIFS TOTAUX DU PAYS DETENUS PAR LES 4 PLUS GRANDES BANQUES EN 2018 (EN %)



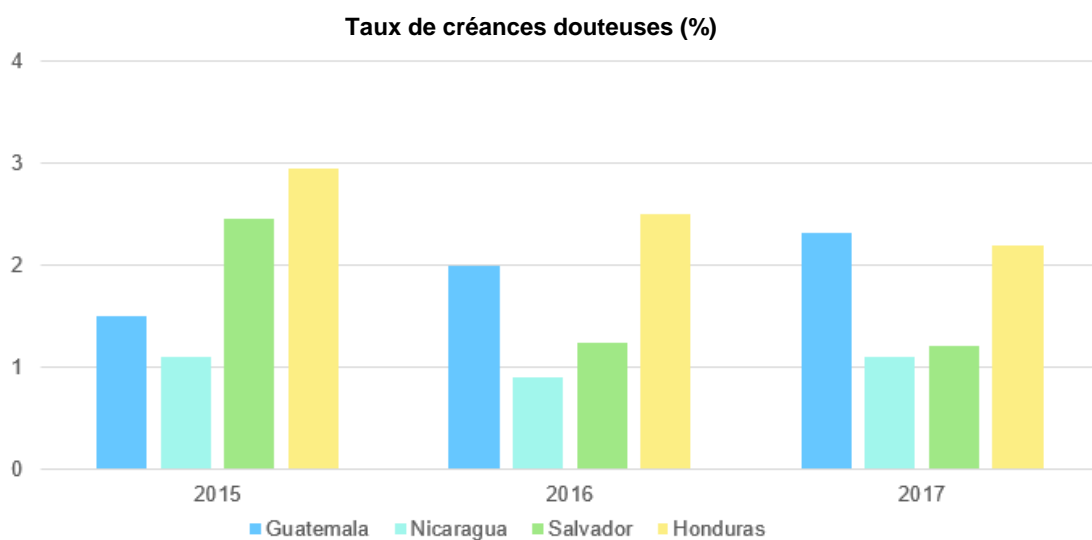


Le secteur bancaire en Amérique Centrale – Décembre 2018 © DG Trésor

Source : Superintendances de chaque pays



Sources : Superintendances des différents pays



Source : Surintendances des différents pays



Annexe 2 – Les systèmes de régulation du système financier

Pays	Nom du superviseur	Autonomie du superviseur par rapport à la Banque centrale	Entités supervisées
Guatemala	Superintendencia des Banques (SIB)	Pas de comité de direction indépendant : dirigée par le Conseil Monétaire, plus haute autorité de la Banque centrale. Le Superintendant est élu par le Conseil Monétaire à la majorité des trois quarts puis nommé par le Président de la République pour une durée de quatre ans. Erick Armando Vargas Sierra a été nommé à la tête de la SIB le 1 ^{er} octobre 2018.	101 entités parmi lesquelles 18 banques, 13 sociétés financières, 3 bureaux de changes, 10 courtiers en bourses, 28 compagnies d'assurance, 6 entités offshore, 14 entrepôts douaniers et 4 autres entités
Salvador	Superintendencia du Système Financier (SSF)	Intégré à la Banque Centrale mais dispose d'une autonomie administrative, budgétaire et opérationnelle. Son Comité de Direction est composé par le Superintendant, ses Superintendants adjoints et quatre membres nommés par le Ministère de l'Economie, le Ministère des Finances, le Collège des Professionnels des Sciences Economiques et le Conseil de Supervision de la Profession d'Auditeur Public. Le Superintendant est nommé par le Président de la République pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.	1792 entités parmi lesquelles 11 banques privées, 24 compagnies d'assurances, 2 fonds de pensions, 52 auditeurs externes, 1224 intermédiaires d'assurances
Honduras	Commission Nationale des Banques et Assurances (CNBS)	Institution indépendante de la Banque centrale. La Commission est une entité décentralisée de la Présidence de la République, dotée d'une indépendance fonctionnelle, budgétaire et administrative suffisante pour assurer la capacité technique et financière nécessaire à la réalisation de ses objectifs.	109 entités parmi lesquelles 15 banques commerciales, 10 sociétés financières, 13 compagnies d'assurance et 7 courtiers en assurance
Nicaragua	Superintendencia des Banques et d'Autres Institutions Financières (SIBOIF)	Présidé par le Président de la Banque centrale, son budget provient à 25% de la Banque centrale et à 75% des entités supervisées. La SIBOIF disposerait d'une certaine indépendance opérationnelle. Le Superintendant et les quatre autres membres du Conseil de Direction sont nommés par le Président de la République sur proposition du secteur privé et ratifiés par l'Assemblée Nationale.	277 entités parmi lesquelles 69 sociétés de courtiers, 6 banques commerciales, 5 assurances et une bourse de valeur.

Source : Superintendances des banques des pays de la zone